

n°61

AVRIL 2013



• VEILLE • ANALYSE • PROSPECTIVE •
Le contexte de l'intelligence économique

• Se préparer à ce qui se prépare autant qu'à ce qui se produit •

LETTRE CONFIDENTIELLE Asie21 - futuribles

ASIE | ASIE MÉDIANE | EXTRÊME-ORIENT | ASIE DU SUD-EST | ASIE DU SUD | PACIFIQUE

**Directeur de publication &
Rédacteur en chef**
Catherine Bouchet-Orphelin

© Copyright 2013
**Reproduction interdite dans tout
format papier ou électronique.**

Finalisées eurl
Siège social : 13 avenue Boudon
75016 Paris

Comité de rédaction
Laurent Amelot, Catherine Bouchet-Orphelin, Jean-Raphaël Chaponnière, Philippe Delalande, Patrick Dombrowsky, Emmanuel Dubois, Patrick Hébert, Jean Hourcade, Michel Jan, Alain Lamballe, Arnaud Leveau, Michel Lumaux, Jorge Lusaf, Rémi Perelman, Jean Perrin, Daniel Schaeffer.



Abonnement
contact@asie21.com
www.asie21.com

ISSN 2105-0627
RCS Paris B 409 224 169
Siret : 409 224 169 00014
Code APE : 741G
N°ident. intracommunautaire :
FR70409224169.

Sommaire

1°

ÉVÉNEMENTS MAJEURS DU MOIS ET ENJEUX DE DEMAIN

ASIE MÉDIANE

RUSSIE - ASIE MÉDIANE

L'éternel retour ?
Patrick Dombrowsky

EXTRÊME-ORIENT

CHINE

- De l'« émergence pacifique » de la Chine à la militarisation du Pacifique
Jean-Yves Heurtebise
- De la pollution, exemple de la problématique chinoise
Michel Jan
- Priorité à l'urbanisation
Jean-Raphaël Chaponnière
- Multiplication des attaques contre les marques étrangères
Emmanuel Dubois
- Des nouvelles du vol C919
Patrick Hébert

CHINE – MER DE CHINE DU SUD – MALAISIE

Manœuvres navales chinoises
sur James shoal
Daniel Schaeffer

CORÉE DU NORD

De l'échec des sanctions
Arnaud Leveau

JAPON - FRANCE - CHINE

En cause : la vente de grilles
d'appontage à la Chine
Daniel Schaeffer

MONGOLIE

Un sous-sol plein d'attraits
Rémi Perelman

ASIE DU SUD-EST

BIRMANIE

- Ne pas brûler celle qu'on a adorée...
Jean Hourcade
- Commentaire additionnel
Jean Perrin

MALAISIE

Élections : changement de
donne ?
Sophie Boisseau du Rocher

VIETNAM

L'aménagement du territoire du
Nord, Bắc Bộ, tâche ardue mais
urgente
Philippe Delalande

ASIE DU SUD

INDE

Les difficultés de l'industrie de
défense
Alain Lamballe

2°

POINTS À SURVEILLER

ASIE

Forum asiatique de Bo'ao -
session 2013 博鳌亚洲论坛
Rémi Perelman

MONGOLIE

Les présences allemande et
française
Rémi Perelman

.../...

3°

ALERTES

CORÉE DU NORD

Retour d'un technocrate
Arnaud Leveau

CORÉE DU SUD

Cyber attaque en Corée du Sud
Arnaud Leveau

4°

LES GRAPPILLAGES DE JORGE LUSAF

CHINE - AFRIQUE

Pas de changements en matière
militaire

CHINE - NIGER

Sur tous les fronts

CORÉE DU NORD

Aux armes !

CORÉE DU NORD- CHINE

- Bluff ?
- Réactions

CORÉE DU NORD - NIGÉRIA - ÉTATS-UNIS - CHINE

Bons offices

CORÉE DU NORD - AFRIQUE - ÉTATS-UNIS

Rocambolesque fausse monnaie

JAPON - MEXIQUE

Soutien à l'entrée au TPP

5°

NOTE DE LECTURE

La politique de la Chine en Asie du Sud-Est : du passé au présent,

de Mosyakov Dmitrij
Valentinovitch, Moscou, Institut
d'orientalisme, 2012 (220 p.) –
*Politika Kitaja v Jugo-Vostočnoj
Azii : ot prošlogo k nastojaščemu.*
Jean Perrin

1.

Événements majeurs du mois et enjeux de demain

ASIE | ASIE MÉDIANE | EXTRÊME-ORIENT | ASIE DU SUD-EST | ASIE DU SUD | PACIFIQUE

Russie - Asie médiane L'éternel retour ?

FAITS

Le sommet des ministres des Affaires étrangères des pays membres de la Communauté des États indépendants (CEI) qui s'est tenu à Tachkent (Ouzbékistan) le 5 avril 2013, a permis au chef de la diplomatie russe de multiplier les contacts avec les États centrasiatiques. Son voyage éclair dans la région a d'ailleurs commencé par une étape au Turkménistan, où M. Lavrov a fait un tour d'horizon des questions en suspens entre les deux États, sous couvert d'intensification de leur coopération bilatérale, toujours chaotique.

Ces contacts font suite à une série d'annonces, durant les derniers mois, qui dénotent que la Russie a entrepris d'intensifier son influence militaire auprès des États centrasiatiques nés de l'éclatement de l'ancienne Union soviétique : prêts octroyés au Kirghizstan et au Tadjikistan pour moderniser leurs armées en novembre 2012, accord sur la création d'un système de défense

antiaérienne régional commun avec le Kazakhstan fin janvier 2013. Une évolution qui s'intensifie en parallèle avec celle de l'investissement américain dans la région, lui aussi en forte augmentation : Washington y a dépensé plus d'un milliard d'euros en 2012, une somme 7 fois supérieure à celle de 2011.

ENJEUX

► Ces évolutions sont des manœuvres diplomatiques s'inscrivant dans la recomposition géopolitique et géostratégique de l'ensemble de l'Asie médiane, prévisible pour les mois à venir. Le **retrait**, en 2014, des troupes américaines présentes en Afghanistan ouvre pour la Russie la perspective de **compenser** ce repli annoncé auprès d'États centrasiatiques inquiets d'une **possible détérioration de la sécurité régionale**. Rares sont en effet ceux, en Asie centrale anciennement

© Copyright 2013 - Reproduction interdite dans tout format papier ou électronique - ISSN : 2105-0627

Asie21.com - Contact abonnement : contact@asie21.com

Toute reproduction totale ou partielle de la Lettre confidentielle Asie21-Futuribles et sa mise à disposition gratuite ou payante sur Intranet ou sur Internet sans notre autorisation écrite constituent une infraction à la loi n°2004-204 du 9 mars 2004 sur les droits d'auteur qui punit de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende les contrevenants.

soviétique, qui estiment que l'Afghanistan sera à même d'éviter la reprise de la conflictualité sur son sol. Laquelle, bien sûr, ne pourra que fragiliser leur propre stabilité. Or, la Russie ne peut pas accepter le risque de voir se développer l'insécurité (liée notamment à la montée de l'islam radical) sur la longue frontière méridionale qu'elle a au centre de l'Asie. S'impliquer plus dans cette région, pour la diplomatie russe, c'est, certes, concurrencer les États-Unis mais surtout préserver les conditions de sa propre sécurité intérieure.

- ▶ Toutefois, il y a aussi une importante dimension **géoeconomique** dans les récentes avancées russes dans son arrière-cour naturelle au centre de l'Asie. Cette aire est devenue depuis un quart de siècle une des importantes régions productrices d'hydrocarbures, qui attire l'intérêt de plusieurs États, au premier rang desquels se trouve la Chine voisine. Même si les deux principales puissances asiatiques ont une vision convergente en ce qui concerne la nécessaire stabilité de l'ensemble de l'Asie médiane, leurs objectifs diffèrent quant aux débouchés du pétrole et du gaz qui y sont produits. Or contrairement à la Russie, la Chine ne peut pas s'appuyer sur un effort militaire significatif auprès des États de la région. En renforçant son propre investissement dans ce secteur, la Russie renforce donc une influence dont elle entend bien profiter pour mieux contrôler les flux d'hydrocarbures centrasiatiques.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Depuis 1991, ce n'est certes pas la première fois que la diplomatie russe multiplie les annonces et les visites à destination de l'Asie centrale qui fut sienne. Elle n'y

affronte plus, désormais, la méfiance classique que rencontre généralement l'ancien colonisateur dans les territoires fraîchement émancipés. Il faut reconnaître que les partenaires qui auraient pu l'y remplacer ont par trop laissé apparaître au grand jour leurs arrière-pensées géopolitiques et leurs insuffisances pour ne pas avoir facilité les réguliers retours russes dans la région. Rien ne permet donc d'affirmer que les annonces et les postures des dernières semaines auront plus de postérité durable que les précédentes. Mais elles témoignent au moins de la permanence de l'intérêt russe envers une région qui ne fut quittée qu'à contrecœur, malgré le soulagement économique que cela représentait dans un premier temps.

La perspective du retrait occidental d'Afghanistan est aujourd'hui le meilleur atout de la Russie dans son nouveau tropisme centrasiatique. Mais il serait pour elle risqué de croire qu'il suffira à la rendre totalement indispensable. Que les successions politiques qui ne manqueront pas de se produire dans un avenir relativement proche en Ouzbékistan et au Kazakhstan se passent mal, et le risque sera alors fort pour Moscou de céder aux vieux réflexes de la stabilité à tout prix, qui seront forcément perçus comme une agaçante ingérence par les pays concernés et par leurs populations. Les États centrasiatiques pourraient alors être tentés par un nouvel éloignement géopolitique d'avec l'ancienne métropole. Il n'est hélas pas acquis que les Occidentaux sachent alors mieux en profiter que lors des précédentes périodes de distanciation, rendant à nouveau possible, par la suite, l'éternel retour russe.

Patrick Dombrowsky

Ne faites pas de copie. La copie tue l'entreprise.

© Copyright 2013 - Reproduction interdite dans tout format papier ou électronique - ISSN : 2105-0627

Asie21.com - Contact abonnement : contact@asie21.com

Toute reproduction totale ou partielle de la Lettre confidentielle Asie21-Futuribles et sa mise à disposition gratuite ou payante sur Intranet ou sur Internet sans notre autorisation écrite constituent une infraction à la loi n°2004-204 du 9 mars 2004 sur les droits d'auteur qui punit de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende les contrevenants.

Chine

De l'« émergence pacifique » de la Chine à la militarisation du Pacifique

FAITS

16 mars 2013 : Tsai Der-sheng 蔡得勝, le directeur du bureau taiwanais (R.O.C.) de la Sécurité nationale, après avoir signalé que les cyberattaques chinoises (R.P.C.) se multiplient et touchent non seulement les entreprises mais aussi les infrastructures, confirme le déploiement par la Chine d'une quinzaine de missiles balistiques Dongfeng (DF-16) 东风导弹 (vraisemblablement dans la province de l'Anhui 安徽) s'ajoutant à la douzaine de DF-21 (dans la province du Guangdong 广东) ayant une portée respectivement de 1 000 et 2 500 km (pouvant atteindre la base américaine d'Okinawa au Japon).

20 mars 2013 : Le secrétaire d'État adjoint à la Défense des États-Unis Ash Carter, lors du troisième dialogue sur la Défense internationale de Jakarta (JIDD) a précisé la nature du repositionnement stratégique des États-Unis dans le Pacifique (« pivot ») : l'objectif est qu'en 2020 60 % des forces navales soient positionnées dans la région. Par ailleurs, l'USAF (*United States Air Force*) augmentera la présence de sa force de frappe tant conventionnelle que cybernétique. Enfin, les unités de défense contre-insurrectionnelle seront transférées d'Irak et d'Afghanistan en Asie au travers de partenariats établis avec Singapour, la Corée du Sud, les Philippines et l'Australie.

22 mars 2013 : Quelques heures après l'arrivée en Russie du nouveau président de la République populaire de Chine Xi Jinping 习近平 pour son premier voyage de chef d'État à l'étranger, la compagnie pétrolière publique russe Rosneft a annoncé avoir l'intention de tripler le volume de pétrole distribué à la Chine.

ENJEUX

Si l'on compare les forces militaires des deux premières puissances mondiales, un double constat s'impose. D'une part, la force de frappe militaire américaine reste sans commune mesure : les dépenses militaires américaines représentent, 41 % des dépenses mondiales, celles de la Chine 9 % ; le budget total alloué à la défense est de 698 milliards de dollars aux États-Unis et, officiellement, de 119 milliards en Chine (sans doute plus proche des 200

milliards) ; les États-Unis possèdent environ 5000 ogives nucléaires, la Chine une centaine. D'autre part, la progression des dépenses chinoises à ce poste est spectaculaire : étant donné que, dans le cas des États-Unis comme de la Chine, le budget militaire croît deux fois plus vite que le PIB national, et étant *supposé* que, jusqu'en 2030, la Chine parvienne à maintenir un rythme de élevé de croissance de 7 % du PIB par an (ce qui n'est pas du tout certain) et les États-Unis conservent un rythme faible de 2 % de croissance, alors la Chine, avec 14 % de croissance du budget militaire par an, *devrait* avoir un budget semblable à celui des États-Unis d'ici 20 ans et *pourrait* rattraper les États-Unis en 2050.

Conscient de cette asymétrie des forces et du laps de temps nécessaire pour le résorber, la Chine a choisi d'adopter une double stratégie : renfort du sentiment **nationaliste à l'intérieur** ; théorie de « **l'émergence pacifique** » à l'extérieur. D'un côté, le sentiment nationaliste permet de masquer l'infériorité militaire de la seconde puissance mondiale ; de l'autre, la théorie de « l'émergence pacifique » (*peaceful rise*) lui permet de se donner le temps d'achever ses objectifs de renforcement. L'« émergence pacifique » chinoise traduit une mutation profonde de ce que Truman en 1961 désignait sous le nom de « **complexe militaro-industriel** » :

- dans le cas des États-Unis, le complexe militaro-industriel implique que la guerre soit la continuation de l'économie par d'autres moyens ;
- dans le cas de la Chine, le complexe militaro-industriel implique que l'économie soit la continuation de la guerre par d'autres moyens.

L'« émergence pacifique » suppose, en théorie, la subordination de l'appareil militaire aux buts mercantilistes. Elle implique, en pratique, de multiplier les conflits pouvant augmenter sa puissance pour autant que leur résolution passe non par la guerre mais par l'intimidation économique et le « chantage » au développement.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Stratégiquement, l'émergence « pacifique » de la Chine comprend deux volets :

- 1- faire sauter le verrou d'archipels qui, en mers de Chine méridionale et orientale, se heurte à la projection maritime de son développement économique fondé sur l'exportation ;
- 2- assurer les arrières en termes d'approvisionnement énergétique (pétrole et gaz) par un renforcement des partenariats eurasiatiques – au cas où un conflit avec une des nations-îles du Pacifique (Japon, Taiwan, Philippines, Indonésie, ou Australie) se traduirait par un blocus naval des importations.

Cette mise en place d'une « *pax sinica* » s'accompagne du redéploiement des forces américaines en Asie. *Pax sinica* et « **pivot américain** » concourent à faire de la

région Pacifique le nouveau foyer mondial de la **course aux armements**. Entre 2000 et 2011, le taux de croissance annuel moyen (TCAM) des dépenses militaires a été de 13,4 % en Chine, 4,8 % en Corée du Sud, 3,6 % en Inde et 3,5 % au Japon. Par comparaison, il s'est contracté de 2 % en Europe entre 2001 et 2008. Si la *pax americana* se traduisait par l'adage « qui veut la paix prépare la guerre », quitte à être débordée par l'accumulation des moyens militaires engendrés (lobbying), la *pax sinica* se traduit par l'adage opposé « qui veut la guerre prépare la paix », quitte à susciter une méfiance qui pourrait engendrer des conflits auxquels la Chine est, quoiqu'elle veuille faire croire à son peuple, encore loin d'être préparée.

Jean-Yves Heurtebise
jy.heurtebise@gmail.com

Chine

De la pollution, exemple de la problématique chinoise

L'exemple de la lutte pour la protection de l'environnement est très représentatif de la problématique de la gestion de la Chine dans son ensemble, avec un sens particulier dû aux tentatives successives de modernisation depuis la fin du 19^e siècle, y compris l'actuelle. Il illustre la **difficulté** récurrente des **dirigeants**, même les plus autoritaires, à **imposer leur mandat**, quand les comportements privés, individuels, de clans, sectoriels, ou corporatistes, s'opposent à une volonté d'harmonie, supposée ou réelle, du pouvoir central soutenu par sa bureaucratie. Il en fut ainsi à la fin de la dynastie Qing, sous Chiang Kai-shek comme sous Mao Zedong.

La découverte du miracle capitaliste par un régime communiste autoritaire n'est qu'une nouvelle étape dans la succession de ces phénomènes qui ont jalonné l'histoire chinoise, particulièrement à l'époque contemporaine. Tandis que la **croissance** semble se poursuivre, elle entraîne simultanément le pays tout entier vers une **catastrophe** quasiment planifiée. Il n'est pas sûr que le régime actuel puisse y échapper.

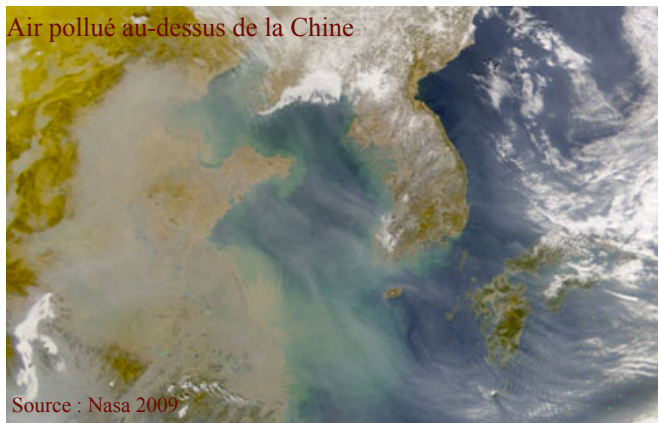
FAITS

La Chine détient de nombreux records, notamment celui de la détérioration de l'environnement avec une ampleur et des taux de croissance qui n'ont rien à envier à ceux de l'économie. À tel point que l'Académie pour la protection de l'environnement, qui dépend du ministère du même nom, a publié récemment des données -en janvier 2013- quand environ 1/7 du territoire était dans un brouillard polluant. Bien qu'incomplètes selon les termes mêmes de l'Académie, elles fournissent une idée de l'importance des dégâts sur l'environnement et des effets négatifs sur les résultats économiques.

Les données les plus récentes datent de 2010, même s'il en existe d'annuelles, non publiées. Elles sont incomplètes par manque d'informations dans certains

domaines (comme, par exemple, les dommages sur la santé, sur l'écosystème).

Air pollué au-dessus de la Chine



Source : Nasa 2009



Quelques chiffres pour 2010 :

- d'après un calcul incomplet, la pollution a coûté environ 175 milliards de \$ à l'économie, environ 2,5 % du PIB, et 3,5 % en y incluant les dommages sur l'écosystème, réduisant d'autant la valeur réelle du PIB ;
- le coût de la pollution a augmenté plus rapidement que la croissance économique : 13,7 % contre 10,4 % ;
- les pertes économiques de cette année ont été 2,15 fois supérieures à celles de 2004.

Les chercheurs de l'Académie estiment également que les résultats économiques ont été de ce fait grossièrement surestimés et que les différentes campagnes lancées depuis 2006 pour lutter contre la pollution de l'air et de l'eau ont été incapables de renverser la tendance, avec des conséquences toujours plus élevées sur le coût économique.

Selon le directeur de l'Institut des affaires environnementales, en plus des centres miniers et industriels, coutumiers du fait, environ 35 % des 113 principales villes suivies ne révèlent pas ou font de **fausses déclarations** sur la situation réelle de leur environnement, une tendance à la hausse.

ENJEUX

La nouvelle équipe dirigeante semble vouloir jouer la vérité dans certains domaines afin de tenter de retrouver la confiance de la population. La **pollution**, mais il est beaucoup d'autres domaines, a l'avantage pour les observateurs d'être palpable et mesurable et l'inconvénient pour la population de devoir la subir. Elle est annuellement à l'origine d'une partie des dizaines de milliers de manifestations et d'incidents. C'est en tout cas un sujet incontournable quand il prend des proportions spectaculaires, parfois complété par des cas de déversements, dans un fleuve censé alimenter l'eau des riverains de Shanghai, de plus de 13 000 porcs victimes d'une épizootie, si ce n'est de polluants industriels qui donnent aux cours d'eau des couleurs éclatantes. Au même moment, à Pékin, il devenait

difficile si ce n'est impossible de distinguer, à faible distance et à travers un épais brouillard toxique, le portrait de Mao Zedong sur la porte de la Paix céleste.

Mais ce n'est qu'un exemple parmi les défis auxquels les dirigeants actuels sont de plus en plus confrontés, les autres prenant des formes aussi graves mais plus subtiles, comme la **corruption**, ou plus dangereuses à aborder, comme le monopole d'un **parti unique**, la liberté de la presse ou le respect des droits de l'homme.

COMMENTAIRES

Comme le font remarquer les membres de l'Académie, les responsables des gouvernements provinciaux se sont opposés à la publication de ces données, de crainte de voir leurs mérites politiques et leurs résultats économiques minimisés aux yeux du gouvernement central : « L'environnement est délibérément **sacrifié** au profit de la poursuite aveugle de la croissance économique ».

Un programme de « PNB Vert » avait été lancé en 2004, abandonné dès 2007, la protection de l'environnement confié à un ministère en 2008. La mention du « PNB Vert » n'est réapparue ensuite qu'en février 2012 dans la presse officielle. Quelles que soient la prise de conscience et la volonté des dirigeants du Centre de lutter efficacement contre la détérioration de l'environnement, les obstacles viennent de la bureaucratie et des secteurs concernés (en particulier les grandes entreprises d'État du pétrole, du gaz, du charbon et de l'énergie) toujours plus tentés par les profits, y compris et surtout au niveau provincial. La forte augmentation du nombre des véhicules automobiles (90 millions en 2012, 400 millions prévus en 2030), la mauvaise qualité des carburants, la multiplication des centrales au charbon, etc, contribuent sans retenue à la **détérioration rapide** de la situation.

L'autorité du nouveau Premier ministre Li Keqiang 李克强, comme ce fut le cas pour le précédent, sera mise à l'épreuve s'il tente de faire respecter les normes environnementales officielles. L'**influence** des représentants des industries concernées est **grande**, leurs prétextes multiples pour ne pas respecter les réglementations (quand elles existent). Les décisions ne peuvent être prises que par un accord entre les nombreuses administrations concernées qui se rejettent les responsabilités.

L'achèvement prévu ce mois-ci du gigantesque projet de **diversion** des eaux du **Yangzi** vers le nord (Nanshui beidiao gongsheng, 南水北调工程), est un autre exemple d'actualité des préférences du pouvoir central chinois, favorisant les solutions techniques pharaoniques, avec tous les risques annoncés, aux réformes politiques permettant de contrôler les différents intérêts en jeu.

Michel Jan

Priorité à l'urbanisation

FAITS

L'urbanisation sera l'axe de la politique économique de Li Keqiang 李克强.

ENJEUX

Selon le recensement de 2010 qui, pour la première fois tenait compte du lieu de résidence des migrants, un Chinois sur deux vit en ville soit autant qu'au Japon de 1950 où le revenu par habitant était bien inférieur. En effet, s'il n'empêche plus la mobilité -220 millions vivent en dehors de leur lieu d'enregistrement-, le **hukou** freine l'**exode rural** en interdisant aux migrants l'accès aux services publics des plus grandes métropoles. En créant un véritable **apartheid**, le hukou assure une main d'œuvre bon marché aux citadins et, vivant dans des conditions déplorables, les mingongs sont les soutiers de l'industrie.

L'exode rural a expliqué un tiers de l'accroissement urbain entre 1990 et 2005, moins que l'extension géographique des villes, la démographie et la création de nouvelles cités (graphique).

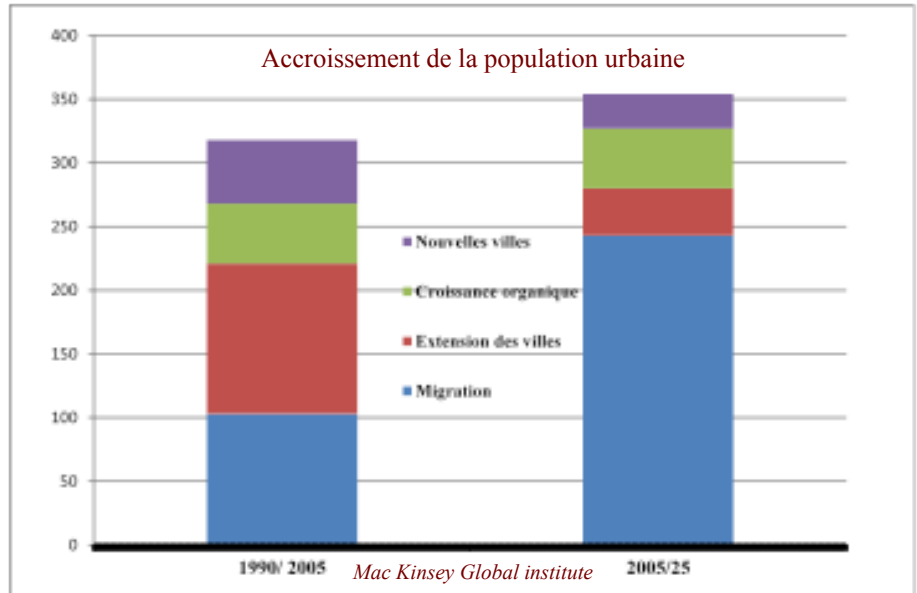
L'exode rural reste à venir :

- ♦ entre 1980 et 2010, la population rurale a diminué de 10 %,
- ♦ d'ici 2030 elle pourrait se réduire de 25 % et expliquer 70 % de l'accroissement urbain.

Si les disparités ville campagne ont longtemps suffi à attirer les migrants dont les salaires augmentaient peu, ce n'est plus le cas depuis dix ans car le surplus de main d'œuvre rural (et en particulier la cohorte de 20 à 30 ans) s'amenuise. Les entreprises doivent augmenter les salaires des migrants qui à la différence de leurs aînés ne souhaitent pas s'installer en ville.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Li Keqiang (qui avait soutenu une thèse sur l'écart ville et campagne) a approuvé les conclusions du rapport Chine 2030 publié en 2012 par la Banque mondiale et le NDRC (*National Development and Reform Commission*) et qui, entre autres **réformes**, prévoit celle du **hukou**. **Serpent de mer de la vie politique**, cette réforme ne peut être **que progressive** car, d'une part, le pouvoir conservera longtemps cet outil de régulation et que, d'autre part, elle est inséparable d'autres réformes :



portabilité des assurances sociales, transformation du droit foncier pour autoriser les migrants à vendre leurs droits d'exploitation, réforme de la fiscalité car la vente des terres des mingongs est un apport non négligeable pour les collectivités locales. Après avoir détaillé cette feuille de route, le rapport Chine2030 avertit que sa mise en œuvre exigera de surmonter des obstacles politiques. En laissant les **cadres du Parti profiter** du boom économique, **Deng Xiaoping s'était assuré de leur soutien**, trente ans plus tard, le gouvernement de **Xi Jiping** devra **affronter bien des intérêts acquis** pour mettre en œuvre de nouvelles réformes. S'il n'y arrive pas, l'arrivée en villes de millions de ruraux creusera encore les inégalités et exacerbera le risque social.

Est-ce que la priorité donnée à l'urbanisation favorisera le rééquilibrage de la croissance vers la consommation ? Annoncé depuis dix ans, il n'a encore pas eu lieu. La part de la consommation dans le PIB a été ramenée à 38 %. La faiblesse de ce taux (sans équivalent dans le monde) peut être en partie due aux difficultés des statistiques à saisir les services. Elle exprime moins la « répression de la consommation » que la dynamique de l'investissement, encouragé par un taux d'intérêt très faible au regard de la croissance et des crédits allant aux entreprises d'État. Alors que le rééquilibrage passe par un ralentissement de la dynamique de l'investissement, la priorité à l'urbanisation a l'effet contraire : répondant aux souhaits du nouveau Premier ministre, les provinces ont d'ailleurs annoncé de fortes hausses de leurs investissements.

Jean-Raphaël Chaponnière
chaponniere@wanadoo.fr

Multiplication des attaques contre les marques étrangères

FAITS

Depuis quelques années, chaque 15 mars, les médias officiels chinois fêtent à leur façon la « journée des consommateurs », instaurée le 15 mars 1983, à l'initiative d'associations américaines de défense des consommateurs, en souvenir d'un discours du Président Kennedy le 15 mars 1962, visant à défendre les droits des consommateurs américains face aux multinationales de son pays. Les grands groupes étrangers installés en Chine sur les marchés de la grande consommation regardent avec une inquiétude croissante arriver cette date, chaque année, qui peut être synonyme du début d'une campagne orchestrée contre eux dans les médias officiels.

Cette année, la cible principale de ces campagnes de presse était la société américaine **Apple**, accusée de ne pas fournir aux consommateurs chinois un service identique aux services fournis aux consommateurs étrangers. Apple, après avoir nié le problème, finira par s'excuser platement et par déléguer en Chine une armée de cadres pour éteindre l'incendie, et devra au passage inventer un nouveau produit, le **iKowtow**, selon l'expression plaisante de Bill Bishop, un observateur avisée de la Chine contemporaine. L'accusation implicite que l'on sent poindre dans ces campagnes de presse de discrimination raciste ou xénophobe à l'encontre des grands groupes étrangers en Chine porte, non seulement dans la population chinoise qui reste à fleur de peau sur ces questions, mais aussi au sein même des grands groupes étrangers mondialisés généralement parfaitement acquis à la doxa antiraciste contemporaine. Cependant, malgré toute leur bonne volonté à l'égard de cet immense marché qu'ils n'ont d'autre choix que de choyer, les groupes étrangers parviennent rarement à apaiser totalement le courroux chinois. Le nationalisme économique chinois prend un tour de plus en plus virulent.

ENJEUX

Être victime d'une **campagne de dénigrement** de la part des médias officiels chinois peut être analysée par les grands groupes étrangers présents en Chine comme une sorte d'**hommage involontaire**. En s'attaquant à une marque telle qu'Apple, les médias officiels chinois, au premier rang desquels la télévision publique CCTV, reconnaissent malgré eux la suprématie des marques étrangères sur le marché chinois. Le vocabulaire utilisé par le *Quotidien du Peuple* dans cette affaire, qui souligne « l'arrogance sans pareille » d'Apple, est révélatrice du **complexe d'infériorité** et du ressentiment des autorités chinoises à l'égard de marques étrangères. Celles-ci continuent en effet souvent à donner le ton sur le marché intérieur chinois malgré les efforts gigantesques du gouvernement et des médias pour imposer la prééminence des marques chinoises. Certains internautes chinois ne se privent d'ailleurs pas de railler ces campagnes patriotiques. Ils pointent la partialité des

médias officiels chinois qui défendent les consommateurs chinois, à la condition cependant que cela ne nuise en aucune façon aux grands groupes nationaux, dont il est évident que l'on essaie à travers ces campagnes de dénigrement d'améliorer la position face aux concurrents étrangers. Cependant, malgré les critiques, il apparaît qu'Apple, pour lequel la Chine est le deuxième marché mondial et le premier marché en termes de progression du chiffre d'affaires, a souffert de cette campagne et a été contraint de réagir.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Le cas d'Apple est loin d'être isolé. Les **grandes marques** automobiles allemandes dont la **réussite insolente en Chine** se fait pour partie au détriment des groupes locaux ont, elles aussi, été victimes de telles campagnes de dénigrement lancées le 15 mars, jour de « défense des consommateurs », qui devraient être plus justement baptisé **jour de « défense de l'industrie locale »**. Un fort ressentiment s'est en effet cristallisé à l'encontre du secteur automobile allemand en Chine, parce qu'il est rapidement apparu qu'il a été le principal bénéficiaire, beaucoup plus que l'industrie locale, du mouvement de **boycott** qui a frappé les **constructeurs japonais**, à la suite de la montée de tension entre Pékin et Tokyo sur la question des Senkaku/Diaoyu.

On voit d'ailleurs ici poindre un phénomène curieux, révélateur d'une idéologie de plus en plus prégnante en Chine : certaines évolutions sociétales nées au sein des sociétés civiles européennes ou nord-américaines dans l'Après-guerre qui visaient à s'opposer à la toute-puissance des institutions et des grands groupes dominants, mouvement de défense des consommateurs, anticolonialisme, anti-impérialisme, sont aujourd'hui réinterprétés et utilisés à son profit par le gouvernement chinois, par le truchement de sa puissance médiatique émergente, pour justifier moralement et politiquement auprès de sa population, mais aussi aux yeux du monde, sa propre politique de puissance.

Enfin, comme le souligne encore Bill Bishop, il n'est pas à exclure que les **grandes marques de luxe étrangères** (et, donc, ajoutons-le au passage, françaises) ne soient victimes de telles campagnes de presse dans un avenir plus ou moins proche. Un grand patron de la mode en Chine a récemment signé un article dans le *Quotidien du Peuple* défendant le port de marques chinoises comme un signe de la défense d'une « **Beautiful China** », du nom d'un slogan mis récemment en avant par les autorités pour lutter contre la dégradation de l'environnement en Chine. Par ailleurs, les tenues vestimentaires de la nouvelle Première dame, composées exclusivement de marques locales, font l'objet de gloses incessantes dans les médias sociaux chinois.

Emmanuel Dubois
emmanuel.dubois@asie21.com

Des nouvelles du vol C919

FAITS

L'avion commercial chinois **C919** effectuera son premier vol inaugural en 2014 avec pour objectif une sortie des premiers appareils des chaînes d'assemblage nationales en 2016. Cet avion de ligne moyen-courrier qui comportera entre 150 et 190 places, doit concurrencer l'**A320** et le **Boeing 737**. Son prix de vente annoncé pourrait se situer en dessous de celui de ses concurrents soit moins de 50 millions de dollars US.

ENJEUX

La maquette de cet avion a été montrée pour la première fois lors du salon de l'Asian Aerospace 2009 en septembre de la même année. Il est construit par la COMAC (Commercial Aircraft Corporation of China) elle-même, filiale de la China Aviation Corporation of China (AVIC), « l'EADS chinois ». CFM International (Safran + General Electric) fournira les moteurs de cet avion, dans un premier temps. La Chine a la capacité de produire des moteurs d'avion mais pas encore pour ce type d'appareil ni en quantité suffisante pour suivre le rythme de production des chaînes de montage du constructeur. Ce dernier, lors du dernier salon aéronautique de Zhuhai, en novembre 2012, a fait état de 380 commandes dont 50 exemplaires déjà pré-vendus à 3 clients : 2 compagnies aériennes chinoises Hebei Airlines et Joy Air (basée à Xian) et la société de leasing GECAS (General Electric Capital Aviation Services). Selon les autorités chinoises, le C919 est plus particulièrement destiné au marché chinois dont les besoins en avions moyen-courrier sont estimés à un nombre se situant entre 800 et 1 000 appareils d'ici vingt ans.



Dans cet esprit, la construction du C919 devrait faire appel de manière non négligeable aux matériaux composites comme par exemple, pour certaines parties de l'appareil, à des alliages de carbone léger au lieu d'aluminium. Ceci devrait lui permettre une économie de 12 % à 15 % sur le carburant consommé.

De plus, les observateurs estiment que pour que la COMAC puisse offrir le C919 à un prix significativement inférieur à celui de ses concurrents, il sera nécessaire que le programme de cet avion soit largement subventionné par le gouvernement, au moins pendant une première phase dudit programme.

Le constructeur chinois va sous-traiter la fabrication des moteurs du C919 à CFM pour commencer. Toutefois, il faut signaler que la Chine veut développer la construction de moteurs performants pour tous les types d'avions qu'elle pourra produire localement. À cette fin, un programme de recherche intensive doit être financé pour un montant équivalent à 15 milliards de dollars US. Ce programme mobilisera vraisemblablement des entreprises comme AVIC Xian Aero-Engine, Shenyang Liming Aero-Engine dans le Liaoning, ainsi que des instituts de recherche privés.

Par ailleurs, n'oublions pas que l'empire du Milieu acquiert de plus en plus d'expérience et de compétences grâce aux transferts technologiques dont il bénéficie lorsqu'il achète des Boeing ou des Airbus et lorsqu'il participe à l'assemblage de parties d'Airbus dans les usines créées, en Chine, par l'avionneur européen.

Tout cela devrait donc contribuer, dans un avenir pas si lointain, à faire de la Chine un fournisseur qui compte sur le marché de l'aéronautique en Asie et dans celui des nouvelles compagnies *low-cost* qui se développent de plus en plus.

Patrick Hébert

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

« Le développement d'avions de ligne à grande échelle est une décision stratégique du gouvernement chinois et l'un des grands programmes de construction d'un pays tourné vers l'innovation » a souligné le vice-Premier ministre chinois Zhang Dejiang 张德江.

Ne faites pas de copie. La copie tue l'entreprise.

Chine - mer de Chine du Sud - Malaisie

Manœuvres navales chinoises sur James shoal

FAITS

Du 23 au 26 mars la Chine a conduit un **exercice naval** de débarquement dans le secteur de **James shoal** (Zengmu Ansha 曾母暗沙 en chinois), un haut fond situé à 50 milles marins de la côte de l'État malaysien de Sarawak. Elle a engagé dans cet exercice le navire de lutte anti sous-marin Lanzhou, les frégates lance-missiles Yulin et Hengshui, le tout récent navire de débarquement Jing gang shan, des chars amphibies ainsi que l'un des quatre hydroglisseurs d'origine ukrainienne *Zubr* sur coussin d'air (voir nos lettres 31 et 42 de juillet août 2010 et 2011). L'opération a également mis en œuvre deux hélicoptères dont un Z9, dérivé de l'hélicoptère français Dauphin. Il est à noter que cet exercice a été réalisé sans annonce préalable, dans un secteur en contentieux entre la Chine et la Malaisie, contentieux indépendant de ceux qui touchent aux îles Spratleys, situées plus au nord par rapport à James shoal (voir carte jointe). Paradoxalement, la Malaisie a semblé n'avoir émis aucune protestation à l'encontre de la Chine ou, si elle l'a fait, la presse malaysienne n'en a pas été tenue informée.



juridique. Il est possible aussi que la Malaisie ait à protéger son accès aux possibles ressources pétrolières qui pourraient gésir en ces lieux sous la mer. Cela dit, du silence de la Malaisie peuvent être tirées plusieurs hypothèses : ou c'est la crainte de représailles de la part de la Chine qui fait taire le royaume ; ou Kuala Lumpur a accepté un compromis avec Pékin : accepter sans protester l'exercice chinois en échange d'une semi-liberté malaysienne d'exploration-exploitation des ressources pétrolières du secteur, si elles sont confirmées, en attendant que Pékin en exige la gestion.

Le site de **James shoal**, a été choisi par Pékin pour démontrer aux **autres États côtiers locaux** que la Chine entend exercer sans conteste son autorité sur tout l'espace maritime considéré. C'est un nouvel avertissement à leur adresse. C'est aussi **un avertissement à la communauté internationale** qui, faute de recevoir d'échos suffisamment amples de telles opérations d'autorité, n'a pas

encore mesuré les conséquences qui pourraient en découler pour elle quant à la libre navigation sur un espace qu'elle aurait admis devenir progressivement et définitivement chinois (cf. Asie21 n°57).

ENJEUX

Pour la Chine, il s'agit, comme Asie21 l'a maintes fois souligné, d'affirmer ses prétentions revendicatrices sur tous les territoires maritimes, **terres émergées et eaux**, inclus à l'intérieur d'un **tracé** qui, **en neuf traits**, les circonscrit (cf. Asie21 n°31, 32, 42 à 45, 48, 50 à 54, 59), ce trait par dérision appelé **langue de buffle** par les autres riverains de la mer de Chine du Sud. Le secteur de **James shoal** fait partie, avec **Luconia reef**, des parages les plus méridionaux de la « *langue de buffle* », qui soient revendiqués par la Chine contre la Malaisie.

Pour la Malaisie, il devrait normalement s'agir de défendre un secteur de sa zone économique exclusive (ZEE) sur lequel la Chine ne peut se prévaloir d'une quelconque légitimité puisque, sur le plan du droit de la mer, le **tracé en neuf traits** n'a **aucune valeur**

Enfin, en termes de **droit de la mer**, il faut souligner que ni la Chine, ni la Malaisie **ne peuvent en réalité revendiquer** James shoal en tant que territoire insulaire puisqu'il s'agit d'un **haut fond** dont la partie la plus élevée se situe à 22 mètres de profondeur. Sachant que de ce fait il n'est pas « découvrant » à marée basse, il ne peut jouir d'aucun statut permettant de même seulement

lui conférer un droit à mer territoriale. Il s'agit donc d'un site de pleine mer, et pas autre chose, qui se situe dans la ZEE malaysienne. Outrepassant les règles du droit de la mer, la Chine y a cependant érigé une borne de souveraineté le 20 avril 2010. Par ailleurs, à supposer que le tracé en neuf traits n'existât pas, la Chine pourrait cependant, en vertu du droit de la mer, **conduire en toute légitimité un exercice naval** dans ces parages.

le navire de débarquement Zing Gang Shan et un hydroglisseur zubr en manoeuvre

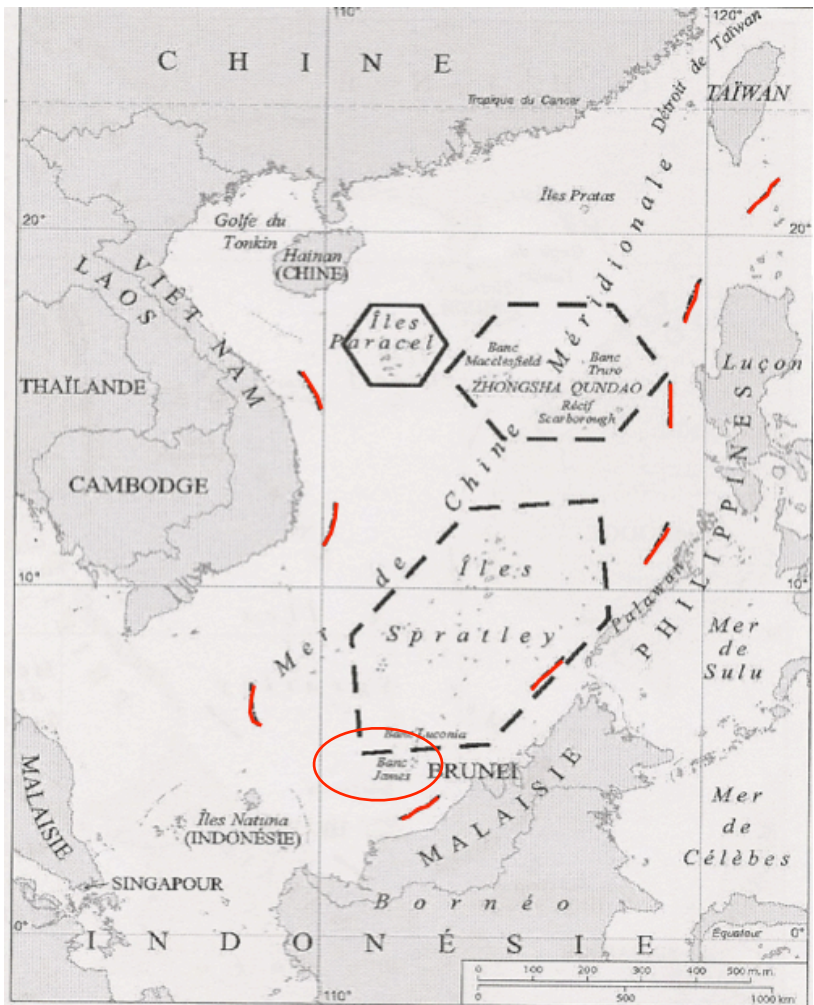


(Photo: Gao Yi, AP)

Dans toute ZEE, c'est en effet le principe de la complète liberté de navigation, y compris celle de conduire des exercices, qui s'applique. Mais en fin de compte, dans le cas présent, la manœuvre chinoise n'a pas été entreprise dans ce dernier esprit, mais bel et bien dans celui de faire valoir une souveraineté par ailleurs non fondée.

COMMENTAIRES ET PROSPECTIVE

Il est à rappeler que, dès juillet 2012, Asie21 avait envisagé, sans pouvoir pour autant en déterminer de date, que les prochains incidents qui verraient la Chine se confronter aux États d'Asie du Sud-Est riverains de la mer de Chine du Sud, se produiraient dans le secteur de l'île de Natuna avec l'Indonésie (cf. Asie21 n°52). Le 19 novembre 2012, lors de la quatrième conférence internationale sur la mer de Chine du Sud, organisée par l'Académie de diplomatie du Vietnam et l'Association des juristes vietnamiens à Ho Chi Minh ville, le représentant d'Asie21 est même allé au-delà en précisant qu'après Natuna, les troubles suivants se produiraient dans les secteurs de Luconia reef et de James shoal contre la Malaisie. C'est bien ce que confirme l'exercice naval dont il est rendu compte ici. Il s'agit donc de continuer à anticiper sur les prochaines manifestations chinoises de revendications qui se produiront dans ce secteur sud de la « langue de buffle ».



LA CHINE ET LE MONTAGE ARTIFICIEL DE SA REVENDICATION SELON LE TRACÉ EN NEUF TRAITS

source : extrait de l'annuaire du Droit de la mer (ADMer) 2010)

L'on notera aussi que la **Chine** est en passe de réussir son **démantèlement psychologique de l'Asie du Sud-Est** :

- le 4 avril 2012, refus du Cambodge alors président de l'ASEAN, de ce que le communiqué final du 20^e sommet de l'association porte une quelconque mention relative aux contentieux en mer de Chine du Sud ;
- aucune manifestation de soutien de la part des pays d'Asie du Sud-Est à l'égard des Philippines dans la confrontation juridique qu'elles engagent contre la Chine à partir du 20 janvier 2013 ;
- silence de la Malaisie face aux manœuvres chinoises d'intimidation sachant que Kuala Lumpur a déjà baissé une fois pavillon devant les pressions « musclées » que Pékin a exercées contre Shell-Malaisie dans ses activités autour de Luconia reef ;
- importante coopération militaire chinoise avec Djakarta, en particulier au travers de la construction en Indonésie du missile chinois de croisière anti-navires C-705 selon un accord passé le 20 février 2012.

Ainsi pour amener à résipiscence les États d'Asie du Sud-Est, la Chine poursuit avec patience son méthodique travail de sape.

Daniel Schaeffer



missile chinois de croisière anti-navires C-705

Ne faites pas de copie. La copie tue l'entreprise.

Corée du Nord

De l'échec des sanctions

FAITS

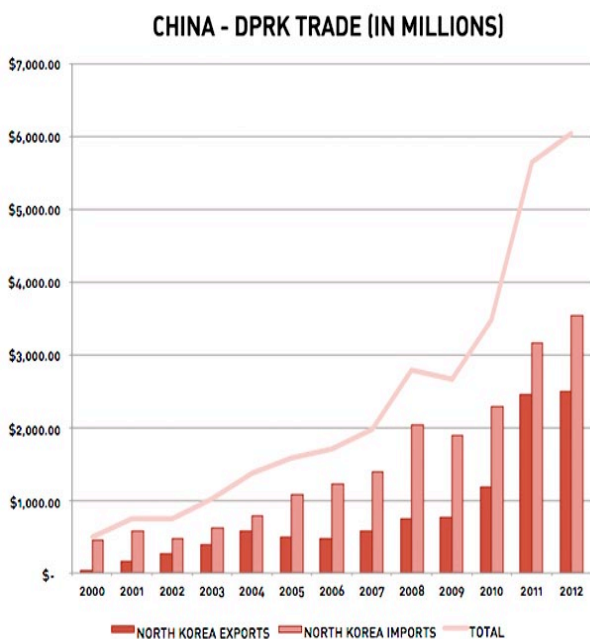
En dépit de son isolement et des sanctions qui lui ont été imposées, la situation économique de la Corée du Nord s'est améliorée en 2012. D'une manière générale, la production industrielle et agricole a augmenté, les échanges économiques avec la Chine ont progressé et la situation alimentaire n'est plus aussi catastrophique que par le passé. Cette nette amélioration de la situation sur l'ensemble du territoire doublée d'une série succès technologiques (cf. Asie21 n°57 et 60) donnent à la Corée du Nord un sentiment de sécurité intérieur et extérieur qui devraient lui permettre de se lancer à la fois dans une nouvelle vague de réforme économique (cf. « Alertes » dans ce même n°) tout en maintenant une forte pression à l'égard des États-Unis et de leurs alliés.

ENJEUX

Au cours d'un tour de table organisé à Séoul le 10 avril 2013 par l'Institut Asan d'études politiques, le Dr. Go Myong-hyun a dressé un bilan de l'économie nord-coréenne au-delà de l'aide humanitaire.

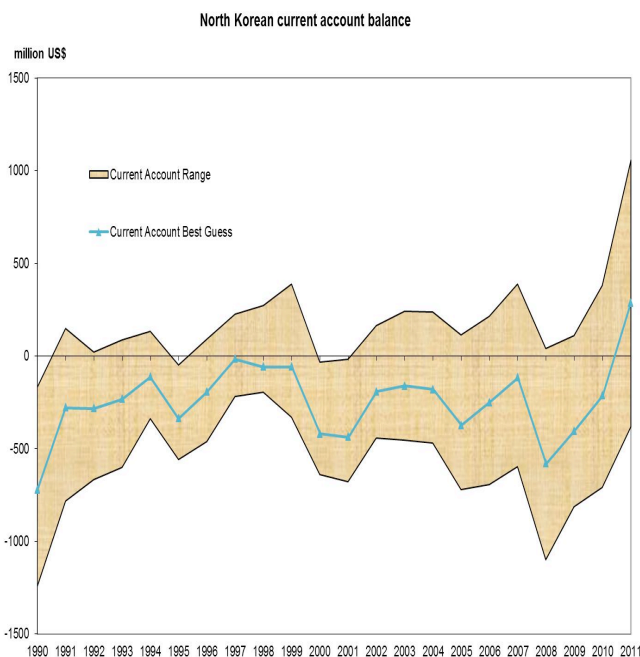
S'appuyant sur plusieurs études réalisées notamment par l'Organisation mondiale de la Santé, le Programme alimentaire mondial, l'Unicef, le ministère sud-coréen de l'Unification ou l'Association coréenne pour le Commerce international, le Dr. Go a mis en lumière l'échec de la politique de sanctions menées à la fois à l'encontre de la Corée du Nord et de l'Iran. Dans les deux cas les sanctions n'ont pas empêché les deux pays de poursuivre le développement de leurs programmes

Echanges Chine - Corée du Nord (millions d'USD)



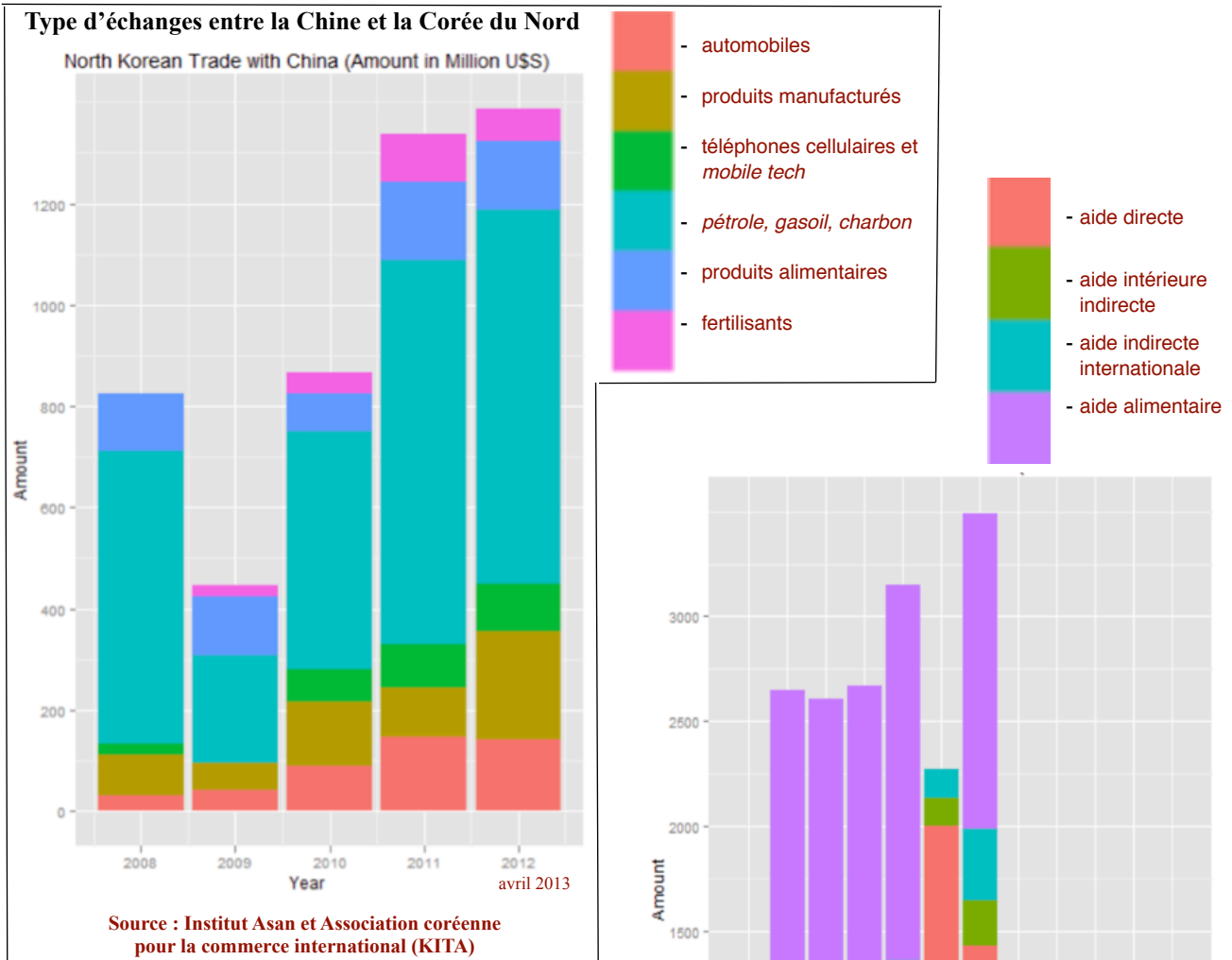
Source : nknews.org

Echanges Chine - Corée du Nord (millions d'USD)



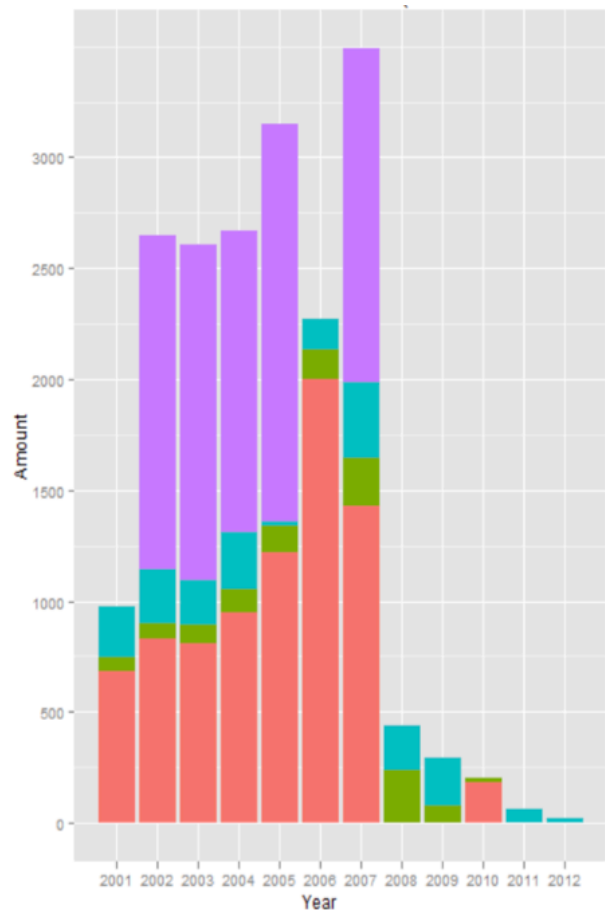
Source : Noland & Haggard 2013

Pour vous abonner : asie21.com



nucléaires. Elles ont également permis de relancer leurs économies en contraignant les pays concernés à diversifier leurs productions, à redévelopper leurs industries légères, à renforcer le commerce avec la Chine et à se rendre moins dépendant des marchés mondiaux.

Dans le cas de la Corée du Nord, si la dépendance économique à l'égard de la Chine augmente, le pays a connu en 2012 une balance de ses échanges commerciaux excédentaire. Toujours en 2012, la production de riz aurait augmenté de 11 % et celle de maïs de 10 %. Cette hausse de la production est venue combler le déficit de nourriture généré par la baisse drastique de l'aide alimentaire sud-coréenne depuis 2008 et de l'arrêt de l'aide américaine depuis 2009. Ainsi le pourcentage de malnutrition aigüe globale (MAG) relevé par l'Unicef et le Programme alimentaire mondial aurait baissé sur l'ensemble du territoire nord-coréen et pas uniquement dans la région de Pyongyang en 2012, rendant le pays indépendant de l'aide



Aide du gouvernement sud-coréen à la Corée du Nord (montant en millions de won)

The Asan Institute for Policy
Source : ministère sud-coréen de l'Unification

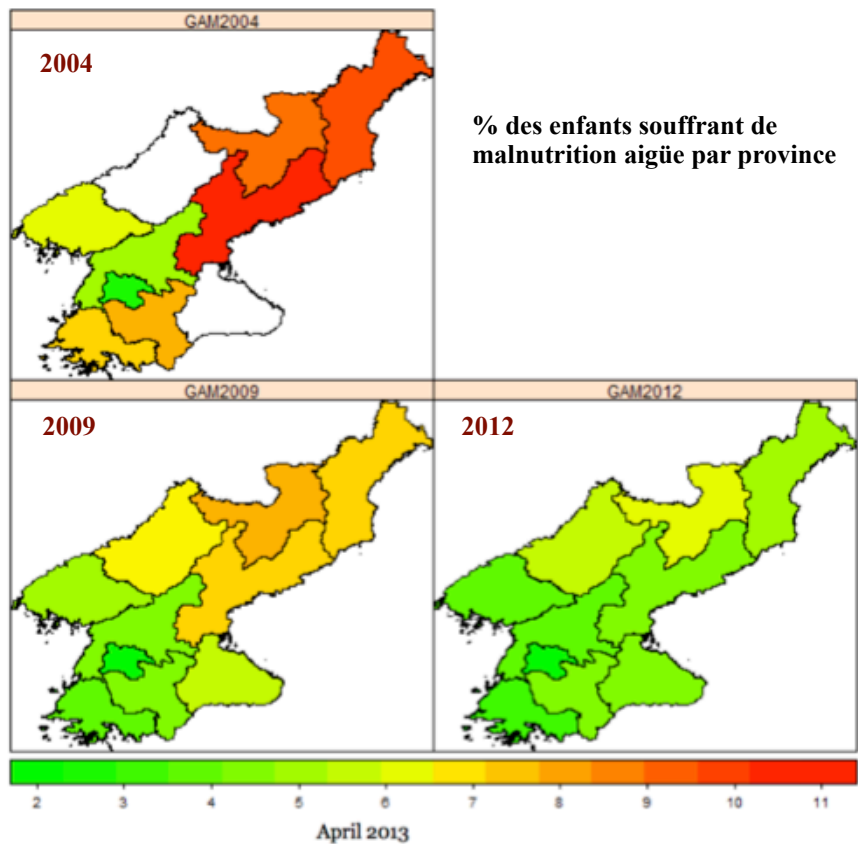
internationale. Parallèlement la consommation de pétrole, de biens manufacturés, de produits technologiques (téléphones portables) et d'articles de luxe a augmenté.

COMMENTAIRES

Loin d'avoir eu l'effet escompté, les sanctions ont renforcé l'économie du pays tout en le rendant plus dépendant de ses échanges avec la Chine.

La clef de la question nord-coréenne ne se trouve ni à Washington, ni New York, ni à Tokyo ou Seoul mais bien à Pékin et Pyongyang.

En ce début d'année 2013, la Corée du Nord se sent plus forte. **Ses menaces et ses provocations à répétition n'ont pas pour objectif une reprise de l'aide internationale.** La fermeture du complexe industriel intercoréen de Kaesong en est l'illustration. La Corée du Nord n'a plus besoin des investissements sud-coréens pour garder la tête hors de l'eau. Elle se retrouve donc avec une carte supplémentaire en main alors que les États-Unis et la Corée du Sud ont perdu un de leurs arguments dans le cadre d'éventuelles négociations. Des pressions trop directes sur la Chine pour lui demander d'influer sur son turbulent voisin risqueraient également d'avoir un effet négatif. Seules des puissances non directement impliquées dans le conflit pourraient arriver à remettre



Source : *Asan Policy Institute, North Korea : Beyond the Humanitarian Aid*, présentation de Go Myong-hyun le 10 avril 2013

l'ensemble des protagonistes autour de la table. Dans ce cadre, l'Union européenne, certains pays européens et à moindre mesure la Russie pourraient avoir un rôle positif d'apaisement à jouer dans les mois qui viennent.

Arnaud Leveau

Pour vous abonner : asie21.com

Toute reproduction totale ou partielle de la Lettre confidentielle Asie21-Futuribles et sa mise à disposition gratuite ou payante sur Intranet ou sur Internet sans notre autorisation écrite constitue une infraction à la loi n°2004-204 du 9 mars 2004 sur les droits d'auteur qui punit de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende les contrevenants.

Japon - France - Chine

En cause : la vente de grilles d'appontage à la Chine

FAITS

Le 19 mars, lors d'un point de presse, le secrétaire général du gouvernement japonais Yoshihide Suga, a rendu compte de la protestation du gouvernement japonais contre la France à la suite de la vente prochaine de deux nouvelles grilles d'appontage (détails techniques dans les commentaires ci-dessous) destinées à équiper, à raison d'une grille par bateau, un nombre équivalent de frégates chinoises de surveillance maritime. Le projet amènera à treize (13) le nombre de grilles qui auront été fournies par le constructeur naval français DCNS à la Chine. La France réplique en arguant du fait que ce type de matériel n'est pas soumis à l'embargo prononcé contre la Chine à la suite des événements sanglants de la place Tian'anmen, le 4 juin 1989.



L'hypocrisie d'une telle démarche est que, en cas d'incidents armés avec un navire militaire déployé par un État avec lequel la Chine est en contentieux, ce serait ledit État qui serait responsable de l'incident pour avoir pris à partie un moyen civil chinois (revoir les nombreux développements déjà avancés à ce propos par Asie21 dans ses n°57 de décembre 2012 et 60 de mars 2013). Une telle démarche vise

également, par l'usure, à faire admettre au reste du monde que les territoires maritimes revendiqués sont légitimement chinois et ne peuvent en aucun cas faire l'objet de droits à souveraineté de la part d'un quelconque autre état.

Quant aux Japonais, ils voient, à juste titre, une contribution française au renforcement des capacités paramilitaires de Pékin, capacités dont le déploiement a pour objectif d'obtenir, par la coercition, la satisfaction de revendications territoriales chinoises sur les îles Senkaku.

Pour les États d'Asie du Sud-Est adjacents à la mer de Chine du Sud, où les contentieux s'expriment, rappelons-le, de manière dissymétrique entre eux et la Chine (quasi-totalité de la mer de Chine méridionale pour Pékin contre seules émergences insulaires et territoires maritimes qu'elles génèrent autour pour le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et Brunei), le problème se pose pour eux tout à fait dans les mêmes termes que pour le Japon.

Pour la France, sachant que l'exportation de matériels militaires permet aux armées françaises de s'équiper à des coûts inférieurs à ceux qui devraient être les leurs si la production était strictement limitée au marché

ENJEUX ET PROSPECTIVE

Pour les Chinois, il s'agit d'accroître leurs capacités d'action de l'État en mer (police maritime), en particulier sur tous les territoires maritimes sur lesquels ils prétendent à souveraineté :

- îles Senkaku en mer de Chine de l'Est contre le Japon ;
- plateau continental au-delà de la ligne médiane sur cette même mer ;
- quasi-totalité de la mer de Chine du Sud en vertu du tracé en neuf traits (cf. carte jointe), un tracé qui, rappelons-le, n'a aucune valeur juridique. Parce que les territoires marins que revendique la Chine sont d'autorité considérés par elle comme des territoires nationaux chinois, elle y entreprend arbitrairement des inspections navales, non pas avec les moyens de sa marine nationale mais avec ceux de ses forces de police maritime.

Ne faites pas de copie. La copie tue l'entreprise.

Pour vous abonner : asie21.com

national, une telle vente contribue à l'enrichissement de notre pays.

En revanche, la Commission interministérielle sur l'exportation des matériels de guerre (CIEEMG) a, sur le plan de l'éthique des ventes d'armement, pris une **décision qui ne répond en aucun cas à la déontologie en vigueur**. En effet, s'il est vrai que le type de matériel vendu n'entre pas dans la liste des technologies soumises à l'embargo contre la Chine, la CIEEMG a carrément oublié le code de conduite européen sur les exportations d'armement. Elle a oublié que pour être éligible à une exportation européenne d'armement, un pays doit répondre à huit critères. Et sur ces huit critères, le quatrième stipule clairement qu'une autorisation d'exportation ne doit pas être délivrée « *s'il existe un risque manifeste que le destinataire envisagé utilise l'exportation de manière agressive contre un autre pays ou pour faire valoir par la force une revendication territoriale* ».

L'on pourra gloser sur le fait que les grilles d'appontage vendues ne constituent pas en elles-mêmes une menace directe à l'encontre des États contre lesquels la Chine est en contentieux. C'est exact. Mais leur fourniture contribue largement à renforcer la menace directe chinoise contre le Japon, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, Brunei et l'Indonésie. Le fait de pouvoir disposer d'hélicoptères sur un navire fournit en effet à celui-ci une allonge opérationnelle considérable. La fourniture effectuée accroît donc sans conteste la capacité

de menace de la Chine contre ses voisins pour satisfaire des revendications territoriales.

Au travers de la vente effectuée, **la France favorise donc l'expression agressive des revendications chinoises dans les deux mers de Chine.**

COMMENTAIRES TECHNIQUES

1- Les grilles d'appontage permettent à un hélicoptère de se poser en sécurité sur le pont d'un navire puisque celui-ci se meut sur une surface instable par nature, la mer en l'occurrence. L'hélicoptère en posant vient s'arrimer à la grille grâce à un harpon qui s'enclenche dans l'une des alvéoles de l'appareil.

2- Le code de conduite européen sur les exportations d'armement s'intitule « *Position commune 2008/944/PESC du Conseil du 8 décembre 2008 définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires* ». Elle est parue dans le Journal officiel de l'Union européenne du 13.12.2008 : JO L 335/99 du 13.12.2008 *.

Daniel Schaeffer

(*) Pour une exégèse détaillée voir <http://www.diploweb.com/UE-Chine-Armements-et-embargo.html>

Mongolie

Un sous-sol plein d'attraits

FAITS

- ▶ Accompagnant le boom minier du pays, le 6^e salon Minetech-2013 s'est tenu à Oulan-Bator en mars, avec plus de 70 entreprises, domestiques et étrangères (Allemagne, Australie, Chine, Corée du Sud, États-Unis et Russie).
- ▶ Le ministre mongol de la Défense a rencontré son homologue russe à Moscou en février pour mettre au point le programme annuel de coopération militaire.
- ▶ La 3^e réunion de la Commission sino-mongole de coopération (ressources minérales et énergie, l'essentiel de leurs relations économiques) s'est tenue à Oulan-Bator en janvier.

La Chine est premier investisseur et client de la Mongolie (92 % des exportations mongoles en 2011) et deuxième fournisseur après la Russie, d'où proviennent ses ressources vitales (100 % des hydrocarbures et 80 % de son blé), une dépendance qui s'aggrave avec la hausse des prix du gaz et des denrées alimentaires.

ENJEUX

1- Mongolie

- ▶ **Enjeu politique essentiellement** : réduire l'emprise de Pékin et de Moscou. Elle y parvient :
 - en équilibrant systématiquement les accords ;
 - en diluant leur influence dans des consortiums avec des entreprises des « troisièmes voisins » que

Pour vous abonner : [asie21.com](http://www.asie21.com)

sont les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud ou l'Allemagne ;

- en escomptant une relative autonomie financière grâce à son fonds souverain (*Fiscal Stability Fund*, 2011) alimenté par la rente minière ;
- en érigeant l'uranium en facteur stratégique pour devenir le fournisseur de combustible nucléaire de l'Asie.

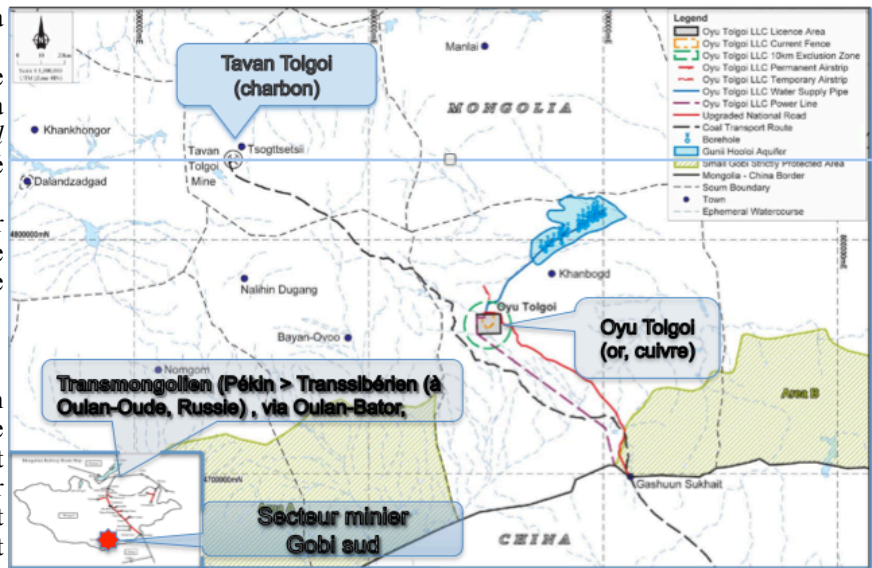
► **Enjeu économique**

La Mongolie espère tripler son PIB d'ici à 2020 (5,3 milliards de dollars en 2008), principalement grâce au boom minier fondé sur les fabuleux gisements du désert de Gobi-sud (Oyu Tolgoï : or et cuivre ; Tavan Tolgoï : charbon), mis récemment en exploitation par des compagnies canadiennes, chinoises et russes, avec participation de l'État mongol. Plus généralement, ce climat de « **futur Qatar de l'Asie** » offre des perspectives favorables à l'investissement étranger (en milliard de dollars : 1 en 2010, 5 en 2011, stock fin 2011 : 10). Le ralentissement économique dans l'ancien monde rend d'autant plus attractif l'investissement dans un pays à croissance exponentielle depuis dix ans. L'Allemagne en est le partenaire européen privilégié depuis l'époque de la RDA (plus de 30 000 germanophones, coopération de défense dès 1993). Les Français ne sont pas totalement absents (Areva, Alcatel).

- 2- **Russie** : elle renforce sa présence en Mongolie où les élites sont russophones (coopération ferroviaire, minière, militaire...). En lui offrant un débouché sur la mer vers le Japon et la Corée du Sud, le Transsibérien y gagne du fret. Une Mongolie prospère participerait à la dynamisation de l'Extrême-Orient russe.
- 3- **Chine** : premier consommateur mondial, elle courtise la Mongolie pour son charbon. Par ailleurs, attentive à une éventuelle résurgence pan-mongole susceptibles d'inspirer ses ressortissants de la Région autonome de Mongolie-intérieure, elle tient à rester dans le jeu.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Le **potentiel** de développement est **considérable**, tant dans le secteur minier (un tiers seulement du territoire mongol a été exploré) qu'agricole, quasiment inexploité malgré la proximité du marché chinois. Quand les règles



Source : Oyu Tolgoi Project (Gobi sud)

du jeu seront claires, ces deux secteurs monteront en régime. La gestion judicieuse des ressources recueillies – sans déperdition excessive – par l'État offrira aux habitants les services publics qu'ils sont en droit d'attendre au XXI^e siècle. Espérons que le **passage** d'une civilisation **nomade** à la **sédentarité** de la ville puisse susciter l'invention d'une qualité urbaine spécifique. De **grands projets** sont en effet prévus à Oulan-Bator (métro, nouvel aéroport, ville nouvelle) ainsi qu'une nouvelle ligne de chemin de fer vers Vladivostok.

La condition : remédier aux défauts qui, sans conséquence il y a peu, risquent de s'opposer à un développement équilibré et de rebuter l'investissement étranger. Ainsi, l'imprécision et la versatilité de la réglementation, l'insuffisante compétence des agents publics, la vétusté, voire l'inexistence des infrastructures... Pays parmi les plus pauvres du monde, la Mongolie va devoir se doter d'une gouvernance et de structures aptes à maîtriser l'afflux des capitaux du monde entier. Le **risque majeur** est connu : la **corruption**, lors de l'attribution des licences minières, creuse l'écart entre classes sociales et engendre des **tensions** déstabilisatrices, notamment dans la capitale, avivées par l'afflux des populations issues de la vie nomade.

La future élection présidentielle est prévue en mai 2013.

Rémi Perelman
remi.perelman@numericable.fr

Cf. sur notre site asie21.com une note de travail détaillée sur la Mongolie (cliquer ici)

Respectez notre travail. Ne faites pas de copie. La copie tue l'entreprise.

Birmanie

Ne pas brûler celle qu'on a adorée...

FAITS

Le 27 mars 2013, jour de la fête de l'armée, Mme Aung San Suu Kyi, députée et chef emblématique de l'opposition, a assisté, pour la première fois, au traditionnel défilé aux côtés de chefs politiques et militaires qui l'avaient retenue captive pendant des années. Quelques jours avant, des incidents sanglants avaient opposé à **Meiktila**, au centre du pays, des émeutiers issus de la majorité bouddhiste de la ville à des commerçants musulmans, faisant une trentaine de morts, surtout parmi ces derniers, et des milliers de déplacés.

La presse occidentale (bien-pensante ?) a relevé le silence de « la Dame », lui reprochant surtout de s'afficher avec les militaires en ce jour précis de glorification de l'armée. L'origine des émeutes reste trouble, mais semble partie d'un différend commercial entre des clients bouddhistes et un marchand musulman. Le climat est tendu dans le pays depuis que des Rohingyas - ethnie musulmane « apatride » originaire du Bangladesh occupant trois cantons de l'Etat d'Arakan à la frontière des deux pays - ont été accusés de viol sur une jeune femme arakanaise, déclenchant de véritables pogroms dont ils ont été les principales victimes. Pourtant, les musulmans du reste du pays (4% de la population) n'ont rien en commun avec les Rohingyas. Ce sont en général des commerçants d'origine chinoise ou indienne, ou - surtout à Rangoun - des descendants (très mal considérés) de fonctionnaires de l'administration britannique restés malgré tout après l'exode massif de ces derniers au moment de l'indépendance en 1948 (Rangoun était alors très largement indienne). Les préjugés à leur encontre sont plus de nature culturelle, historique, sociologique que proprement religieuse.

ENJEUX

Dans l'opinion birmane, parmi ses propres amis, on commence à entendre quelques voix pour critiquer la « complaisance » de « la Dame » envers le pouvoir en place (désormais civil mais toujours dirigé par d'anciens militaires). Elle joue donc sa crédibilité en cette période où elle doit gérer la durée dans l'attente de l'élection présidentielle de 2015. Pourtant, elle n'a jamais changé



de discours au sujet des Rohingyas (pour ne parler que d'eux), considérant qu'ils ne constituent pas l'une des 135 minorités nationales reconnues mais des immigrés ou descendants d'immigrés à traiter séparément. Elle n'a pas non plus cessé de rappeler que l'armée, fondée par son père le général Aung San et à laquelle elle s'est toujours dite « attachée », aurait toujours un rôle primordial à jouer pour maintenir l'unité de ce pays-mosaïque, ce qui est une évidence.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Mme Aung San Suu Kyi a raison de manifester sa bonne volonté vis-à-vis des autorités actuelles, même en s'affichant à la fête de « Thatmadaw » (l'armée nationale), création de sa famille. C'est le seul moyen pour elle de mener à terme la transition démocratique qu'elle conduit et incarne, en payant durement de sa personne, depuis plus de vingt ans. Il ne faut pas oublier non plus que la Birmanie est un pays très majoritairement bouddhiste, et qui plus est du « petit véhicule » (Théravada), le plus proche de l'« enseignement des anciens », donc attaché aux concepts d'impermanence, de « lâcher-prise », d'oubli, de pardon, de mansuétude (comme on a pu le constater aussi au Cambodge après les massacres des Khmers Rouges). C'est difficile à accepter en Occident, quoi qu'il y ait dans l'histoire récente des exemples de transitions démocratiques réussies sur la base du principe d'amnistie (Espagne, Chili). Aung San Suu Kyi a souvent invoqué ce principe pour ses anciens bourreaux, quoi qu'en pensent et écrivent dans le confort de leur salle de rédaction certains journalistes européens prompts à brûler celle qu'ils ont adorée mais qui, elle, vit en première ligne la difficulté de l'exercice. Un retour en arrière avec, par exemple, un putsch des nostalgiques de la junte dissoute il y a deux ans est hautement improbable compte tenu de l'actuelle ouverture du pays à l'économie mondiale, des débuts, ce mois d'avril, d'une vraie presse quotidienne indépendante, et de l'accession du pays à la présidence de l'ASEAN en 2014. Il importe néanmoins pour l'icône de la démocratie birmane de gérer le temps prudemment et de prouver à ses partenaires (et anciens persécuteurs) sa capacité à prendre leur relève dans l'esprit de son héros de père.

Jean Hourcade

La copie tue l'entreprise.

Birmanie + + +

COMMENTAIRE ADDITIONNEL

L'exposé ci-dessus résume remarquablement l'opinion des Birmans sur les populations allogènes. Ceux-ci détestent en effet profondément les Indiens, vecteurs de la colonisation britannique qui reléguait les Birmans au second rang dans l'administration du pays. Les troupes locales étaient composées de soldats appartenant à des ethnies non birmanes (Chin ou Kachin Rifles, l'équivalent de nos tirailleurs sénégalais) parce que l'on se méfiait de l'ethnie birmane *a priori* contestataire. Ces dernières années, le régime militaire birman a compris la leçon et a utilisé ce type de troupes, trop contentes de taper sur des Birmans, pour réprimer les émeutes locales.

S'agissant des commerçants, il ne faut pas mettre sur le même plan les **Indiens** (musulmans) de Mogul street et d'ailleurs et les **Chinois** musulmans, très **minoritaires** à

Rangoun. Ces derniers sont pour la plupart d'origine yunnanaise et on les trouve surtout dans le nord de l'État Shan, à Lashio en particulier où des rues au parfum d'opium les signalent vers le soir au passant. Ce sont les descendants des Panthays du Yunnan (nom chinois : 杜文秀起义 duwenxiu qi yi), qui fuirent l'empire Qing après l'échec de leur insurrection.

Quelle force se cache derrière ces pogroms de Rangoun qui ne sont pas spontanés ? Sont-ce des militaires hostiles à l'ouverture en cours ? Quant à Aung San Su Kyi (connue aussi autrefois sous le simple nom de Su Su Kyi), elle a bien compris que rien ne pouvait se faire en Birmanie sans la colonne vertébrale de l'armée, garante de l'unité d'un pays polyethnique.

Jean Perrin

Malaisie

Élections : changement de donne ?

FAITS

Après l'annonce de la dissolution effective de l'Assemblée le 3 avril dernier, le scrutin qui s'annonce en Malaisie (les élections législatives devraient avoir lieu au printemps mais pourraient être reportées en raison de l'actuel conflit au Sabah) apparaît comme le plus serré depuis l'indépendance du pays (1957), date depuis laquelle la coalition au pouvoir, **Barisan Nasional**, détient le pouvoir sans discontinuité.

BN : *Barisan Nasional*,
UMNO : Organisation de l'union nationale des Malais (parti dominant),
PR : *Pakatan Rakyat* (coalition hétéroclite),
PKR : *People's Justice Party* de l'ancien vice-Premier ministre Anwar Ibrahim,
DAP : *Democratic Action Party*
PAS : *Islamic Party of Malaysia*

Emprisonné sous inculpation de sodomie et de corruption, Anwar a été depuis acquitté et a rejoint la vie politique de son pays en 2008 dans une coalition d'opposition.

ENJEUX

► Ce scrutin s'annonce comme l'un des plus disputés de toute l'histoire de la Malaisie contemporaine. Au-delà des enjeux de concurrence électorale habituels, il soulève des questions de fond sur la maturité de la

société civile, sur la capacité du système à ouvrir les jeux politiques dans des conditions apaisées et sur la résistance d'une économie moins tributaire du soutien direct et de l'organisation de l'État. L'électorat jeune (3 millions de primo-votants soit 10 % de l'électorat), déterminant, est particulièrement actif et ce n'est pas un hasard si les deux grands groupes politiques ont lancé une campagne très dynamique sur le net.

► Autre enjeu majeur : la capacité du système politique à s'organiser sur des bases différentes des groupes raciaux. Le BN est une coalition où chaque race (les Malais musulmans représentent 55 % des 28 millions de Malaisiens, les Chinois 30 % environ et les Indiens 10 %) est représentée par un parti. À l'inverse, le

C'est dire l'enjeu. Le BN, constitué par 13 partis communautaires autour de l'UMNO, le parti dominant, est défié par une coalition hétéroclite, le PR, regroupé autour du PKR, de l'ancien vice-Premier ministre Anwar Ibrahim, du DAP et du PAS. Lors des dernières élections (mars 2008), cette coalition avait réussi à ébranler la suprématie du BN qui ne détient plus aujourd'hui que 137 sièges sur 222 au Parlement.

Le Premier ministre, Najib Razak, joue gros face à Anwar Ibrahim, ancien vice-Premier ministre du BN dans les années 1990, condamné par son mentor, Mahathir Mohamad (Premier ministre de 1981 à 2003) pour avoir critiqué ses initiatives à la suite de la crise de 1997.

Pakatan Rakyat est une coalition multiraciale qui promet de mettre fin au favoritisme dont elle prétend que les Malais (qui forment la base électorale de l'UMNO) profitent. A nouveau, le Premier ministre comprend qu'une page doit se tourner quand il déclare le 3 avril dernier : « *Je veux partager avec vous ma vision de la Malaisie. Il s'agit de la vision d'une nation confiante : où on célèbre ses différences, et on tire sa force de sa diversité* ».

- Dernier enjeu, le style de gouvernance prôné par le BN. Depuis quelques années, on observe un feu nourri de critiques à l'égard de la corruption (et le Premier ministre Najib Razak pourrait avoir à répondre des accusations portant sur le contrat des corvettes français). Anwar Ibrahim, sur son site Internet, en appelle à une nouvelle vision de la politique et à des élections « équitables et justes ».

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

La Malaisie est à un tournant de son histoire politique. Quels que soient les résultats des élections qui pourraient se tenir d'ici trois à cinq semaines, la pression de

l'opposition appelle déjà à un changement des règles du jeu qui ont prévalu depuis l'indépendance.

À ce stade de début de campagne, les élections s'annoncent serrées. Anwar Ibrahim, inculpé à plusieurs reprises, sait qu'il joue là le scrutin de sa vie. À 64 ans, il a les meilleures cartes en main pour enfin convaincre qu'il ferait un Premier ministre fiable et capable de maintenir la croissance. Son combat en faveur d'une ouverture des jeux politiques, sa vision d'une Malaisie moderne et réformée donnent incontestablement de la consistance à ses arguments électoraux. Mais sa coalition reste fragile et opportuniste ; elle pourrait inquiéter un électorat encore frileux. De son côté, Najib Razak est un homme de parti un peu terne mais qui maîtrise les rouages d'une coalition qui a fait ses preuves et qui promet « d'atteindre le niveau et le rang des pays industrialisés en 2020, voire 2018 si les bons résultats de ces dernières années se confirment ».

Pour la première fois, l'électorat malaisien a un vrai choix, et un choix clair à exprimer. Pour la première fois, les élections en Malaisie sont de vraies élections démocratiques.

Sophie Boisseau du Rocher

Vietnam

L'aménagement du territoire du Nord, Bắc Bộ, tâche ardue mais urgente

FAITS

La décision du Premier ministre, de novembre 2012, d'amender le « plan régional d'aménagement de Hanoi 2030, perspectives 2050 » ajoute trois provinces à la zone d'aménagement du plan initial de mai 2008 : *Phú Thọ, Thái Nguyên, Bắc Giang*. La zone comprend désormais 9 provinces et la capitale Hanoi

Les raisons qui ont conduit à cet élargissement et à cette révision du plan de 2008 sont les suivantes :

- 1- la zone inclut désormais toute l'aire d'influence et d'attraction directes de la capitale Hanoi ;
- 2- la zone est géographiquement homogène, composée presque exclusivement de terrains plats alluvionnaires ;

3- la zone a une forte densité démographique : 20 millions d'habitants en 2013 sur 24 000 km², soit 830 h/km² ;

4- la zone est dotée de fort peu de terrains encore disponibles et connaît un développement économique rapide. Son aménagement est donc ardu mais urgent.

ENJEUX

Le premier enjeu est de tirer profit de la proximité de la Chine sans tomber sous sa dépendance :

- 1- des 3 pays du Sud-Est asiatique, limitrophes de la Chine, le Vietnam est le plus accessible depuis la Chine, alors que les montagnes du Nord-Ouest rendent l'accès du Nord-Vietnam difficile vers les autres pays de l'ASEAN ;

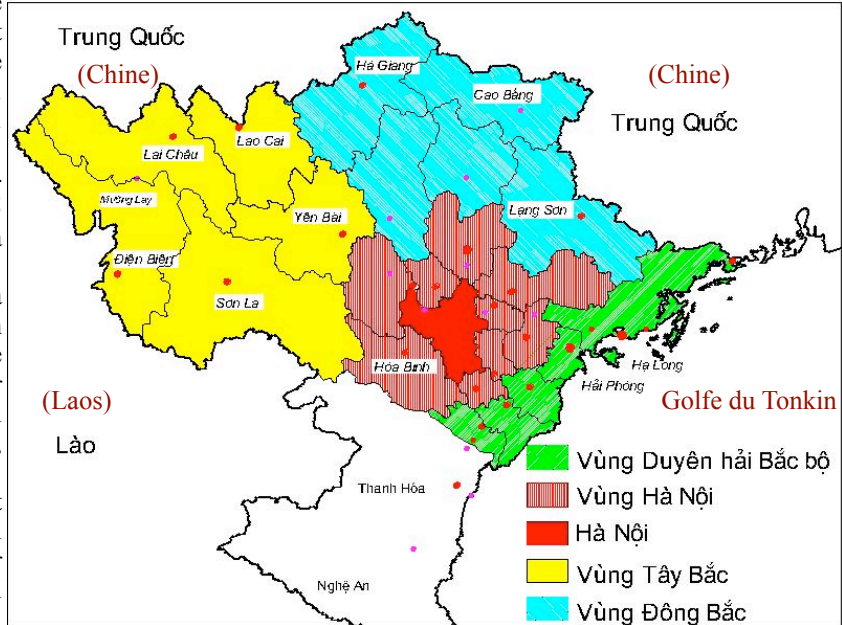
Ne faites pas de copie. La copie tue l'entreprise.

2- dans la cadre du « plan 2020 d'aménagement des transports », les liaisons avec la Chine s'améliorent :

- la construction d'une autoroute de 244 km Hanoi-Lao Cai rejoignant l'autoroute chinoise de la frontière à Kunming, fut décidée en 2008. La BAD y affecta 1,2 milliards \$. La mise en service est imminente ;
- une autre autoroute Hanoi-Haiphong, débutée en 2008 de 105 km, construite en BOT, avec la Chine, est achevée ;
- début 2012, le gouvernement a donné son agrément à la liaison autoroutière Hanoi-Lang Son de 158 km, financée par la BAD pour 1,4 milliards \$ et par le Vietnam. Il permettra de rejoindre Nanning et, au-delà, le Guangdong ;
- la voie ferrée Hanoi-Lang Son est la seule d'écartement international au Vietnam. On peut gagner par train Nanning à 396 km de Hanoi et de là le Guangdong. Le *Bắc Bộ*, Nord-Vietnam, est donc de mieux en mieux relié à la Chine ;

Les 4 zones des plans d'aménagement du Nord Vietnam, Bắc Bộ et l'aire du plan de la grande région de Hanoi 2030

Diện tích quy hoạch miền Hà Nội đến năm 2030



Deux régions : Hanoi capitale et région de Hanoi (neuf provinces)
Hai vùng : Thủ Đô Hà Nội và vùng Hà Nội (chín tỉnh)

3- la disparité est écrasante entre l'économie du Vietnam et celle de la Chine. La seule province chinoise du Guangdong, 97 millions d'habitants, a un PIB quatre fois supérieur à celui du Vietnam de population comparable, 90 millions. Le taux de croissance du Vietnam de 7,5% par an en moyenne de 1991 à 2008, fut toujours de 2 points inférieur à celui de la Chine. L'écart des poids économiques s'accroît. Le plus fort est enclin à imposer sa loi ;

3 autres régions d'aménagement du territoire du nord, Bắc Bộ, sont retenues en 2012

- Vùng duyên hải Bắc Bộ, Région littorale du Nord,
- Vùng Tây Bắc, Région occidentale du Nord et
- Vùng Đông Bắc, Région orientale du Nord

au coût chinois dans une zone d'échanges homogène, dans un pays voisin de la Chine et aisément accessible. Des capitaux de toutes nationalités s'investissent au Nord-Vietnam. Dans la stratégie des entreprises, le Vietnam devient une étape dans la composition de la valeur ajoutée d'un produit ;

4- les salaires vietnamiens s'éloignent de ceux de la Chine. La hausse des salaires en Chine est très rapide (15% en moyenne par an). La population active n'augmente plus, conséquence de la politique de l'enfant unique, alors que le taux de croissance économique demeure élevé. Les travailleurs ont donc un fort pouvoir de négociation salariale. Il en va autrement au Vietnam qui n'a limité qu'à deux le nombre d'enfants par famille. Le pays doit créer chaque année un million d'emplois pour absorber sur le marché du travail la classe d'âge qui y accède, ce qui pèse sur les salaires ;

6- le risque pour le Vietnam est de tomber dans la trappe des pays à bas salaires et de maintenir ses salaires bas pour conserver son avantage comparatif. Il deviendrait un satellite à bas coûts de l'économie chinoise, dépendant de celle-ci.

Les trois autres enjeux sont :

- de maintenir une activité agricole viable dans cette région dense, conformément aux orientations du « Plan de développement économique et social 2011-2015 » en faveur d'un développement durable et d'un environnement préservé ;
- d'organiser des transports publics efficaces dans une région souvent paralysée par les encombrements ;
- de protéger la zone d'une crue centennale du fleuve Rouge, dévastatrice comme le fut celle de 1917.

5- l'entrée en vigueur en janvier 2010 de la zone de libre échange entre la Chine et l'ASEAN a doté le Vietnam d'un avantage comparatif : un coût du travail inférieur

Ne faites pas de copie. La copie tue l'entreprise.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Relever ces quatre défis ne dépend pas de la seule compétence de spécialistes de l'aménagement du territoire. Certes, délimiter des zones d'activités pour éviter l'implantation anarchique des entreprises est indispensable.

- ▶ Mais il faut au préalable fixer des critères d'agrément stricts des investissements, respectés par toutes les provinces pour éliminer les projets dont la seule motivation est le bas coût du travail, n'offrant aucune perspective de montée en gamme. Ainsi, le Vietnam préparera sa montée progressive dans la hiérarchie des pays à niveau technologique croissant. Or les ressources des provinces proviennent pour une part des concessions de droits d'usage des sols et des impôts locaux sur les entreprises. Les provinces sont en compétition pour attirer les investisseurs, donc peu regardantes sur les critères d'agrément. Et il n'existe pas au niveau de la région d'aménagement une autorité unique d'octroi des agréments. A défaut, il est vain d'espérer parvenir à sélectionner les seuls projets bénéfiques, à terme, au Vietnam.
- ▶ Les agriculteurs sont souvent victimes d'expulsion de leurs terres au profit de promoteurs. La réforme de la

loi foncière de 2003 a été engagée par le Comité central en octobre 2012 afin d'assurer une meilleure protection des populations évincées et de garantir des baux de longue durée irrévocables aux paysans pour qu'ils puissent investir sur leur exploitation. Il n'y a aucun espoir de préserver des terroirs agricoles avant l'adoption d'une nouvelle loi protectrice.

- ▶ Il n'y a pas, au Vietnam, d'incitation à délaissier les moyens de transports individuels au profit des transports collectifs. C'est un frein puissant à l'organisation d'un réseau de transports collectifs efficaces.
- ▶ Parce que la probabilité d'une crue centennale du fleuve Rouge est faible, les crédits pour s'en prémunir sont souvent sacrifiés, même si le risque serait une dévastation de 80 000 km² où vivent les deux tiers de la population du *Bắc Bộ*.

Lever ces préalables est la condition de succès du « plan d'aménagement de la Région de Hanoi 2030 », en révision.

Philippe Delalande
ph.delalande3@wanadoo.fr

Inde

Les difficultés de l'industrie de défense

FAITS

L'Inde est le premier pays acheteur d'armes dans le monde. De 2008 à 2012, ses achats ont représenté 12 % des importations mondiales d'armement.

ENJEUX

L'importance de ces importations s'explique par l'insuffisance de l'industrie de défense, incapable de fournir les forces armées aussi bien sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif. L'enjeu pour New Delhi est de développer cette industrie en vue de ne plus dépendre, au moins partiellement, des achats à l'étranger et de réduire les dépenses.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Actuellement l'industrie de défense appartient pour l'essentiel au secteur public. Elle inclut 8 grandes entreprises appelées *Defence Public Sector Units* (DPSU) et 39 arsenaux dénommés *Ordnance factories* (OF).

La recherche et la mise au point s'effectuent au sein de la *Defence Research and Development Organisation* (DRDO). Cette dernière institution comprend des effectifs en abondance mais les véritables chercheurs ne constituent qu'une minorité. Les échecs sont nombreux. L'arme individuelle des fantassins, l'*Indian Small Arms System* (INSAS), est désormais délaissée par l'armée de terre. Après quatre décennies d'études et d'essais, le char

La copie tue l'entreprise.

de combat Arjun, destiné à remplacer les T 54 et T 72 russes, ne donne toujours pas satisfaction. L'avion de combat léger ne peut être équipé de moteurs Kaveri fabriqués en Inde parce que leur puissance est insuffisante. Aucun canon ou obusier n'a été mis au point. Le seul domaine de réussite est celui des missiles mais l'aide d'Israël a été déterminante pour la réalisation des missiles sol-air et celle de la Russie pour la fabrication des missiles de croisière supersoniques Brahmos. Il existe des versions Brahmos différentes pour l'armée de terre, l'armée de l'air et la marine. Elles ont toutes été testées avec succès mais la version navale ne sert à rien puisqu'aucun sous-marin de la marine indienne ne peut en être équipé. Le projet de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ne se concrétisera au mieux que dans dix ans. Par ailleurs, la construction d'un porte-aéronefs à Kochi prend du retard.

La coopération avec l'étranger pose la plupart du temps de sérieux problèmes à cause des insuffisances techniques indiennes et surtout de la lourdeur administrative. Ainsi, les sous-marins Scorpène conçus par la France mais fabriqués aux chantiers navals *Mazagon Docks Limited* de Mumbai seront livrés avec au moins trois ans de retard. Les tractations avec les entreprises étrangères pour l'achat de systèmes d'armes nouveaux sont interminables et complexes comme le montrent les discussions en cours pour finaliser un accord de vente par Dassault d'avions Rafale. De plus, la capacité d'*Hindustan Aeronautics Limited*, l'une des 8 grandes entreprises (*Defence Public Sector Units*), qui le fabriquerait est mise en doute. Pour tous les grands projets, les décideurs tergiversent car ils craignent d'être accusés de corruption. Il se peut que certaines décisions d'achat de matériels nouveaux soient différées jusqu'aux prochaines élections législatives prévues au printemps 2014.

Globalement, les résultats des productions nationales et en coopération avec des entreprises étrangères sont décevants. Pour mieux assurer les transferts de technologies, le ministre du commerce a proposé de porter de 26 % à au moins 49 % et plus tard à 75 % le

pourcentage des participations étrangères. Mais la décision sera sans doute longue et difficile à prendre.

Le secteur privé, trop longtemps négligé, devra être davantage sollicité. Les grandes entreprises comme Tata, Mahindra et Reliance souhaitent développer leurs activités défense. Larsen & Toubro construit des coques de sous-marins. Des petites entreprises seraient prêtes aussi à investir. Mais les réticences pour promouvoir la recherche et la production de matériels militaires dans le domaine privé restent fortes au sein du ministère de la défense et au sein des forces armées elles-mêmes.

En développant son industrie de défense, l'Inde espère aussi réduire la **corruption**, ce qui est nullement évident. Le dernier scandale a touché l'entreprise italienne Finmeccanica qui a vendu à l'Inde des hélicoptères Agusta-Westland fabriqués en Angleterre.

L'indépendance recherchée dans la recherche et la mise au point ainsi que pour la production de matériels militaires demandera du temps. L'Inde restera pour longtemps un client majeur sur le marché de l'armement. Cette politique d'importation lui coûte cher mais en contrepartie les forces armées sont bien équipées à condition toutefois que les délais de livraison ne soient pas trop longs.

En cas de conflit prolongé se pose le problème du recomplètement des armes et munitions si celles-ci doivent venir de l'étranger car un embargo est toujours possible, comme cela a été le cas dans le passé. L'Inde est consciente de ce risque. Ainsi s'explique l'abstention de l'Inde lors du vote par l'ONU du traité sur le commerce international des armes le 2 avril 2013. Si elle n'a pas voté contre, c'est parce qu'elle ne voulait pas se trouver dans la catégorie des trois opposants, la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie. Selon New Delhi, cet accord permettra aux pays exportateurs de cesser toute fourniture au moment de leur choix.

Alain Lamballe

Pour vous abonner : asie21.com

Toute reproduction totale ou partielle de la Lettre confidentielle Asie21-Futuribles et sa mise à disposition gratuite ou payante sur Intranet ou sur Internet sans notre autorisation écrite constituent une infraction à la loi n°2004-204 du 9 mars 2004 sur les droits d'auteur qui punit de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende les contrevenants.

2.

Points à surveiller

Asie

Forum asiatique de Bo'ao 博鳌亚洲论坛* - session 2013

Cette session (6-8 avril 2013) avait pour **thème** « Innovation (ou restructuration), responsabilité, coopération : l'Asie recherche un développement en commun ». Si le processus d'intégration économique de l'Asie vient de s'accélérer, la crise financière n'a pas épargné les pays asiatiques. Dans le contexte mondial morose de 2013, ils devront renforcer leur coopération. Lin Guijun 林桂军, vice-président de l'Université de l'économie et du commerce extérieur et rapporteur, a émis trois suggestions : développer le marché intérieur ; faire de l'accord de libre-échange un outil de promotion du développement du réseau de production asiatique ; donner en exemple à la région la coopération économique dans le « Grand Mékong ».

Considérant une économie mondiale entrée dans une période de profond réajustement, le président Xi Jinping a estimé que si l'Asie était devenue un moteur majeur de croissance, elle devrait cependant changer son modèle de développement (développement durable), tandis que les mécanismes de la gouvernance mondiale devaient être améliorés.



Trois tables rondes :

- 1-« réémergence » du continent africain (avec le président de Zambie et un haut-responsable algérien) ;
- 2-« retransformation » du nouveau continent latino-américain (avec les présidents du Mexique et Pérou) ;
- 3-« redressement » de la compétitivité européenne (avec le président finlandais et Jean-Pierre Raffarin).

54 débats ont été organisés, dont deux, à huis clos (entre dirigeants d'entreprises puis entre ces derniers et 4 gouverneurs de province chinoises). Premier dialogue du genre depuis la création du forum : Xi Jinping s'est entretenu pendant une heure avec une trentaine d'entrepreneurs chinois et étrangers.

Participation : 12 chefs d'État en exercice, des chefs de gouvernement de nombreux pays (Birmanie, Mexique, Zambie, Cambodge, Nouvelle-Zélande, Australie, etc.), Christine Lagarde, Bill Gates, Georges Soros, ainsi que des prix Nobel et érudits chinois et une forte délégation française. Au total, 1 400 personnes originaires de 43 pays et régions ont participé au forum (82 % sont des représentants d'entreprises, dont 32 présidents de conseils

Ne faites pas de copie.

d'administration et chefs d'entreprises classées dans la liste des 500 plus importantes entreprises mondiales). Près de 1 000 journalistes représentant 200 médias y avaient été accrédités.

L'Institute of Boao Forum for Asia (une centaine de chercheurs), développé en parallèle avec le Forum, lui apporte un soutien intellectuel, identifie les thèmes importants, organise l'agenda du Forum et publie des

rapport de recherche (cette année : l'intégration asiatique, la compétitivité de l'Asie, les économies émergentes – Argentine, Brésil, Chine, Corée, Inde, Indonésie, Mexique, Russie, Arabie Saoudite, Afrique du Sud, Turquie, le « **E11** ».

Rémi Perelman

(*) Bó'áo Yàzhōu Lùntán

Mongolie

Les présences allemande et française

L'importance de la présence allemande pourrait étonner si l'on ignorait le fait qu'avant 1990, la République démocratique allemande (**RDA**) avait eu, dans le cadre du **Comecon**, un rôle très important en Mongolie, « *un pays frère socialiste* ». Des milliers de Mongols ont alors fait des études à Karl-Marx-Stadt, aujourd'hui Chemnitz, à Leipzig, Dresde et Berlin-Est. En sont revenus de nombreux cadres, notamment dans l'**élevage** et les industries **agro-alimentaires**. D'où un nombre élevé de cadres **germanophones**. Dès 1990, année de grands bouleversements politiques dans ce pays, les Allemands de l'Ouest ont littéralement bondi pour remplacer leurs collègues de l'Est désormais sans État et l'ancienne ambassade de la RDA a été reprise et occupée par les diplomates de l'Allemagne réunifiée. Leur **dynamisme** et leur empressement (agressivité serait plus approprié) à reprendre l'héritage allemand explique la situation actuelle. Sans doute, n'avaient-ils pas le poids de l'Afrique à supporter. **30 000 Mongols parlent allemand, soit 1 % de la population**, un record hors de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Suisse.

Par comparaison, la France, qui, en 1966, avait établi à Oulan-Bator une ambassade résidente « à éclipses » (l'ambassadeur n'y passait que 6 mois par an), l'a subitement fermée en 1984, sur proposition de l'ambassadeur en place, pour ne la rouvrir qu'en 1996. Entre ces deux dates, c'est l'ambassadeur à Moscou qui y était accrédité. Inutile de préciser qu'il avait bien d'autres choses à faire que s'intéresser à la Mongolie. La transformation de l'Ambassade en poste permanent ne date que de juin 2003. Si la présence française dans les domaines de la santé et de la culture a été et reste honorable (tradition francophone dans le corps diplomatique, issu des familles de hauts cadres du parti ; Alliance française ouverte en 2005 ; mission archéologique), on peut déplorer la faiblesse de notre volet économique et commercial. Il a fallu attendre septembre 2012 pour qu'en témoignage du « souci constant de développer notre partenariat », soit nommé un deuxième secrétaire chargé des affaires économiques et commerciales, délégué du chef du Service économique régional « **Grande Chine et Mongolie** » en poste à Pékin.

Rémi Perelman

Ne faites pas de copie. La copie tue l'entreprise.

3^o

Alertes

Corée du Nord

Retour d'un technocrate



Park Bong-ju 박봉주 ancien Premier ministre de Corée du Nord (2003-2007) a été renommé à ses anciennes fonctions début avril 2013.

Avec Ro Do-chul, Kwak Pom-gi et Chon Sung-hun il a été l'un des artisans des réformes économiques entreprises entre 2003 et 2006. Ces dernières avaient permis de revoir le système de rationnement, d'autoriser les marchés de rue et de confier une plus grande autonomie aux entreprises. Elles avaient également contribué à une augmentation des salaires basée sur l'incitation et les rendements. L'inflation provoquée par ces réformes, les conflits générés avec le Parti des travailleurs et l'armée notamment sur la question du prix du charbon et de l'attribution des fonds d'États ainsi que



source : Google earth

des accusations de « capitalisme » lui coûtèrent son poste en avril 2007.

Il a fait son retour timide en août 2010, un comme directeur du département de l'Industrie légère. Réputé proche de Jang Sung-taek, oncle par alliance de Kim Jong-un, Park Bong-ju a été élu le 31 mars 2013 membre du politburo avant d'être renommé Premier ministre le lendemain.

Ingénieur de formation, ancien manager de l'usine alimentaire de Yongchon Park Bong-ju est perçu comme étant un technocrate pragmatique. Alors que la Corée du Nord a, dans sa campagne actuelle de provocation à l'égard de la Corée du Sud et des États-Unis, ordonné la fermeture du site industriel de **Kaesong**, il aura la délicate charge de redynamiser l'économie nord-coréenne moribonde et d'engager le pays dans un nouveau cycle de réformes économiques. Reste à savoir s'il aura les coudées franches pour accomplir sa tâche et si le contexte sécuritaire dans la péninsule coréenne lui permettra d'engager son pays vers une timide ouverture économique.

Arnaud Leveau

Pour vous abonner : asie21.com

Corée du Sud

Cyber attaque en Corée du Sud

Le 20 mars 2013 dans l'après-midi, une cyberattaque signée par le groupe **Whois Team** a mis **hors d'usage** pendant plusieurs heures un peu plus de **32 000 ordinateurs**. Les serveurs ciblés étaient ceux de plusieurs grands médias sud-coréens (Korea Broadcasting System, Yonhap Television, Munhwa Broadcasting) ainsi que de plusieurs institutions financières (Shinhan Banks, Nonghyup Bank, Jeju Bank). Il a fallu près de cinq jours pour rétablir totalement la situation.

La semaine suivante une attaque de moindre ampleur a également frappé plusieurs sites institutionnels. Après avoir pointé du doigt la Corée du Nord via la Chine, les autorités se sont rétractées affirmant ne pas avoir encore pu établir la **source exacte de l'attaque**. Elles ont toutefois pu remonter jusqu'à un ordinateur de la **banque Nonghyup**. La Corée du Nord est soupçonnée d'avoir déjà coordonné plusieurs cyberattaques depuis 2009 visant de sites gouvernementaux, de sociétés privées et de banques.

Les autorités sud-coréennes prennent très au sérieux ce type de menace. Plus encore que les propos belliqueux et les menaces d'une reprise des hostilités militaires entre les deux Corées, le gouvernement **crain**t une **cyber attaque majeure** pouvant mettre à plat l'ensemble de l'infrastructure informatique du pays. Le ministère de la Défense a décidé de lancer début avril un nouveau département pour superviser le suivi des menaces et mieux en préparer la riposte. L'objectif est à terme de constituer une équipe d'environ mille spécialistes capables de contrer les menaces de la guerre virtuelle. Certains, parmi les milieux conservateurs sud-coréens, ont saisi l'occasion pour demander un report au-delà de décembre 2015 du transfert de compétence à la Corée du

Sud du commandement conjoint américano-sud-coréen (OPCON) arguant du fait que la procédure n'avait pas pris en compte ce nouveau type de menace et que la disparition du commandement conjoint limiterait la coordination entre les deux alliés et donnerait un mauvais signal à la Corée du Nord. De son côté, la Corée du Nord aurait déjà mis en place une unité comprenant environ 3 000 spécialistes dans ce nouveau type de conflit.

Arnaud Leveau



Respectez notre travail. Ne faites pas de copie illégale. La copie tue l'entreprise.

4.

Les grappillages de Jorge Lusaf

Chine - Afrique

Pas de changements en matière militaire

La nouvelle équipe dirigeante chinoise ne va pas innover quant à la position militaire en Afrique mais prolonger celle qui était en vigueur jusqu'ici : accords avec des États reconnus comme amis, envoi d'instructeurs à la demande et vente d'équipements d'origine chinoise.

L'essentiel de la présence se situe au **Soudan**, notamment pour la marine, au **Zimbabwe** avec les dépôts d'armement et de munitions de Bulawayo sans oublier l'activité à la mer d'une frégate en patrouille en Afrique occidentale.

Dans la semaine du 11 mars, Pékin a retiré du front son contingent de 750 militaires qui soutenait l'armée soudanaise contre les forces du **Soudan du Sud**. Replié pour l'instant sur Khartoum, il aura au total perdu plus de 50 hommes au combat. Le point fort de l'amarrage se situe à Port-Soudan avec une frégate équipée de missiles nucléaires, une corvette, trois chasseurs J-9 (FC-1), un avion de transport et deux hélicoptères, le tout représentant près de trois cents hommes.

Un cargo civil chinois devait appareiller de Shanghai en début de mois d'avril pour livrer au port de Banjul des armes légères comprenant cependant des missiles sol-sol ainsi que des systèmes de transmissions aux maquisards du M.F.D.C. (Mouvement des forces démocratiques de Casamance). Les services secrets dépêcheront également



en Gambie quelques instructeurs auprès de cette rébellion.

Ces services ont désormais comme localisation principale en Afrique occidentale le Bénin où, à Cotonou et sous couverture de l'entreprise *Golden Birth Trading* qui vend des produits alimentaires aux pays de la région, 18 de leurs membres se livrent à la recherche du renseignement et aux écoutes. ■

Chine - Niger

Sur tous les fronts

Une entreprise chinoise, qui se présente sous le nom de *Military Security Monitors & Supplies* établie à Pékin, a présenté au ministre de la Défense de la République du Niger un programme de formation et d'entraînement des

officiers de son armée de terre en matière de lutte antiterroriste, de génie et de télécommunications. Des conseillers auprès des unités seraient également disponibles. ■

Corée du Nord

Aux armes !

Le 25 mars 2013 au matin, l'alerte jaune a été portée à rouge, la plus élevée, sur ordre exprès du président Kim Jong-un. Douze mille hommes sont massés sur le 38^e parallèle.

Réunis autour du chef de l'État, le chef d'état-major et le chef des services secrets ont préparé une attaque préventive contre les unités sud-coréennes et américaines dans le pur esprit des années 1950. Les unités de missiles stratégiques ont reçu les coordonnées de leurs objectifs qui comprennent Séoul ; les sous-marins d'attaque ont pris position près de la frontière maritime.

La stratégie consiste à porter les premiers coups sans utilisation de l'arme nucléaire afin d'étourdir l'ennemi tandis que les troupes au sol avanceront d'une vingtaine de kilomètres au-delà de la démarcation et que la chasse neutralisera les bases sud-coréennes, l'emploi de tous ces moyens laissant l'ennemi sans réaction. Il le faudra car les réserves de combustibles manquent pour prolonger ce premier effort et il a été demandé aux Chinois de collaborer à la fourniture de ce nouveau nerf de la guerre. ■

Corée du Nord- Chine

Bluff ?

Pékin qui insiste à démontrer que ce n'est pas la guerre qui résoudra les problèmes internes du pays a refusé la fourniture de carburant que lui demandait Pyongyang. Par précaution, les forces chinoises proches de la frontière ont été placées sous **alerte jaune**, principalement en vue de faire face à de possibles flux de réfugiés.

Le 26 mars, le **commandement militaire américain** à Séoul avait pris contact avec la hiérarchie chinoise pour l'informer qu'il craignait vraiment un déclenchement des hostilités, qu'il souhaitait que la Chine ne s'en mêle pas afin de mieux isoler Pyongyang et l'assurait que l'arme nucléaire ne serait pas employée afin d'éviter des effets sur le territoire chinois, l'un des thèmes qui inquiètent le plus à Pékin en cas d'usage par les Nord-Coréens.

Les observateurs à Pyongyang considéraient que **Moscou**, irrité par les mesures financières prises à l'égard de la banque chypriote, se bornait à demander aux Nord-Coréens de ne pas mettre en œuvre l'arme nucléaire mais ne freinait pas davantage l'ardeur guerrière des dirigeants.

En réalité, personne ou presque tant à Pékin qu'à Pyongyang ne croit à un déclenchement des hostilités. L'opinion générale des observateurs va à un battage d'estrade propre à conforter le régime des Kim contesté de l'intérieur. Des centaines d'arrestations de « traîtres intellectuels à la patrie » ont eu lieu comme pour en fournir la démonstration alors que combustibles et aliments font toujours davantage défaut. Dans ce contexte Kim Jong-un et les siens (dont on sait par ailleurs qu'ils font illégalement sortir des capitaux du pays pour les

La copie tue l'entreprise.

placer à leur profit personnel en Occident) savent parfaitement que l'attaque de cibles américaines et l'occupation de leur pays en réaction n'est pas acceptable par la Chine et signifierait la chute du régime.

Pékin a depuis mis sur pied une **cellule d'urgence** qui dirige trois équipes, chacune chargée du contact avec l'un des trois pays concernés, Corée du Nord, Corée du Sud et États-Unis. Une délégation du PCC a été envoyée auprès de Kim Jong-un pour mettre fin à l'escalade guerrière et rouvrir la ligne de communication avec Séoul. L'armée

chinoise a demandé à son homologue nord-coréenne d'accepter de recevoir des contrôleurs de ses unités de missiles. En contrepartie, Pékin s'engage à intervenir à l'ONU pour que Washington et Séoul acceptent de lever les sanctions.

Les communications qu'interceptent les Chinois démontrent que l'armée nord-coréenne connaît de nombreuses **désertions**, notamment dans les unités de blindés et d'artillerie - en direction de la Corée du Sud – et que le moral de la troupe est faible. ■

Réactions

Pékin a envoyé des troupes en direction de Nampo et de Sinuiju dans le but d'éviter l'invasion incontrôlée de civils nord-coréens en cas de déflagration d'un conflit. Elles sont autorisées à utiliser leurs armes si l'exode prenait trop d'ampleur. Les unités chinoises proches de la frontière ont été pourvues de masques à gaz.

Les bâtiments croisant dans la mer du Japon ont reçu instruction d'alimenter leurs armes ; ceux navigant en mer de Chine se sont approchés des côtes nord-coréens après notification faite à Pyongyang. Ils doivent contrôler les escadres des deux Corées et inciter l'US Navy à se tenir à distance.

Taiwan fait patrouiller deux navires à une quinzaine de nautiques du littoral nord-coréen.

Pékin a retiré ses personnels non essentiels de son ambassade en Corée du Nord et ses services se mobilisent dans Pyongyang pour recueillir le maximum de renseignements sur l'entourage présidentiel et les forces armées.

Un colonel tenu pour appartenir aux services nord-coréens dont il pourrait être le chef d'antenne à Macao et soupçonné d'être une pièce du dispositif de falsification de faux dollars, a été assassiné dans cette ville par des inconnus le 11 avril en matinée. ■

Corée du Nord - Afrique - États-Unis

Rocambolesque fausse monnaie

Dans la nuit du 15 mars 2013, des hommes armés de pistolets munis de silencieux ont pénétré dans la résidence de campagne de la présidence angolaise de Morro da Luz. Ils ont tué les six gardes et emporté des dossiers, selon une technique parfaitement professionnelle.

Les documents dérobés étaient les relevés bancaires au nom du président dos Santos d'établissements tels que Butterfield Bank, Scotia Bank and Trust, First Caribbean International Bank ou Caïman National Bank où le total des dépôts s'élève à quatre milliards de dollars, alimentés par des caisses noires sur les ventes de pétrole et qui servent à investir aux États-Unis et au Canada par

l'intermédiaire de Optionfair Brokers, l'agence de confiance du chef d'État angolais.

Un appel téléphonique anonyme mettait rapidement la police sur la piste de deux hommes, anciens militaires de l'Unita, qui ont été capturés dès l'après-midi du 15 mars. Ils ont soutenu être gardes de sécurité dans une ambassade d'un pays européen. Celle-ci, qui déclarait les avoir mis à pied à la fin du mois de février, a remis les dossiers qui les concernaient.

L'appel signalait aussi que les documents avaient été remis à une délégation étrangère et qu'ils avaient déjà

quitté l'Angola depuis plusieurs heures. La direction de l'enquête redoutait d'emblée que l'opération n'eût été commanditée par le FBI américain dont on savait qu'il enquêtait sur les comptes bancaires des proches de dos Santos. Sous la torture, les deux suspects révélaient qu'ils avaient agi à l'instigation d'un diplomate de la dite ambassade européenne qui avait déjà quitté l'Angola pour Johannesburg. Il les avait pourvus d'un plan de la résidence comportant l'endroit où se trouvaient les documents ainsi que de deux pistolets Steyr munis de silencieux, de plusieurs chargeurs et de gilets pare-balles. Ils avaient reçu 20 000 dollars pour paiement après remise des documents en présence d'un autre homme qui pouvait passer pour Américain.

Dès le 17, l'ambassadeur des États-Unis était convoqué à la chancellerie. Il a reconnu que l'opération avait été menée par des amis des États-Unis à la demande du FBI et déclaré que les documents confirmaient d'ores et déjà que la présidence angolaise accueillait des faux dollars fabriqués par la Corée du Nord et en assurait le blanchiment en les transférant aux Caïmans (On se souviendra qu'un renseignement faisait état, il y a quelques temps, d'une imprimerie de faux dollars à Macao sous l'égide de généraux nord-coréens, membres des services spéciaux, dont l'écoulement se faisait via un pays africain d'expression portugaise). Il a demandé à être reçu par dos Santos pour savoir de sa propre bouche comment il avait pu accepter de mettre ainsi en danger l'économie des États-Unis et du Canada tout en menaçant de transmettre ces preuves aux instances internationales s'il ne recevait pas de réponse dans des délais raisonnables.

Le 18 mars en matinée débarquait à Luanda une équipe d'enquêteurs composée de deux agents du FBI et de deux fonctionnaires d'Interpol. Elle a été immédiatement conduite au palais où elle a été reçue par le chef de l'État.



Les visiteurs ont aussitôt demandé des explications sur l'utilisation de comptes bancaires personnels du président angolais aux îles Caïmans pour injecter sur le marché international des fausses coupures en dollars produites par les services secrets de Corée du Nord. Celui-ci a argué qu'il était en relations commerciales avec le bureau de Macao de l'entreprise nord-coréenne Jang-Yong qui importe d'Angola divers minerais. Les factures en étaient réglées directement aux Caïmans à son nom personnel par un agent de change de sa confiance. Dos Santos assure qu'il n'avait pas connaissance que les Nord-Coréens transféraient de la fausse monnaie et qu'il avait déjà demandé des explications à ce sujet à l'agent. Les enquêteurs ont exigé d'accéder aux relevés des comptes bancaires en cause aux Caïmans ce qui leur a aussitôt été concédé et plusieurs dossiers leur ont été remis et sont restés sur place pour poursuivre leurs recherches.

Le président dos Santos les a reçu par trois fois, continuant d'affirmer qu'il ne savait rien de la fausse monnaie (fort bien imitée au point de n'être découverte que plusieurs mois après sa mise sur les marchés américain et canadien où elle circule toujours par millions de dollars) et qu'il avait donné des instructions pour mettre fin à ce négoce avec les Nord-Coréens. Les missionnaires ont également pu se pencher sur les comptes de Sonangol, l'opérateur pétrolier national. Le climat des échanges s'étant adouci, dos Santos envisageait d'offrir aux États-Unis quelques blocs de pétrole ainsi qu'autoriser des exploitations d'or. Il a alors téléphoné au secrétaire d'État John Kerry. Celui-ci a demandé aux enquêteurs du FBI de rentrer aux États-Unis et de clore le dossier. Une mission de représentants de diverses compagnies pétrolières américaines devait séjourner à Luanda pour s'accorder avec Sonangol sur la remise de plusieurs blocs des secteurs maritimes de Namibe et de Sumbe qui leur étaient attribués. ■

La copie tue l'entreprise.

Toute reproduction totale ou partielle de la Lettre confidentielle Asie21-Futuribles et sa mise à disposition gratuite ou payante sur Intranet ou sur Internet sans notre autorisation écrite constituent une infraction à la loi n°2004-204 du 9 mars 2004 sur les droits d'auteur qui punit de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende les contrevenants.

Corée du Nord - Nigéria - États-Unis - Chine

Bons offices

Le président Goodluck Jonathan prépare pour la fin avril un voyage « privé » à Pyongyang. Il remettra à Kim Jong-un un message de Barack Obama pour promouvoir une

rencontre entre dirigeants américains et nord-coréens à Macao sous les auspices des autorités chinoises. ■

Japon - Mexique

Soutien à l'entrée au TPP

Lors de sa visite au Japon du 8 au 11 avril dernier, Enrique Peña Nieto, le président du Mexique, a appuyé l'intérêt que manifeste ce pays à participer aux négociations du traité multilatéral de libre-échange connu comme Trans-Pacific Partnership (Accord de partenariat trans-pacifique ou encore *Trans-Pacific Strategic Economic Partnership Agreement*).

Tokyo considère en effet qu'une adhésion aux conditions d'échanges que définit cette organisation marquerait un premier pas dans la récupération de ses finances. Mexico ne pourrait que se satisfaire de cette récupération chez son premier investisseur asiatique. ■

5.

Note de lecture

La politique de la Chine en Asie du Sud-Est

La politique de la Chine en Asie du Sud-Est : du passé au présent,

de Mosyakov Dmitrij Valentinovitch,
Moscou, Institut d'orientalisme, 2012 (220 p.)
Politika Kitaja v Jugo-Vostočnoj Azii : ot prošlogo k nastojaščemu.

L'auteur, professeur à l'Institut d'Orientalisme de Moscou, est un des principaux spécialistes russes de l'Asie du Sud-Est. Il s'est particulièrement intéressé à l'histoire du Cambodge et a tenté d'analyser l'idéologie khmère rouge à travers les quelques textes existants.

Dans l'ouvrage cité en référence, il estime que **voisins de la Chine, les pays de l'Asie du Sud-Est et la Russie se trouvent dans « le même bateau »**. Il analyse dans une perspective historique les rapports entre la Chine et ces pays et ses efforts pour réaliser ses objectifs géostratégiques. Aujourd'hui, la Chine a regagné le statut de puissance dominante qu'elle avait à l'époque impériale. Elle entend jouer un rôle de premier plan sur la scène mondiale, mais elle peine à se départir vis-à-vis de ses voisins d'une **vision sinocentrique** des choses.

Pour s'abonner : asie21.com

Après avoir soutenu les partis communistes locaux, la République populaire de Chine a adopté une **double stratégie** de renoncement à la guerre révolutionnaire et de pressions diverses sur les pays de l'Asie du Sud-Est, alors que ces pays sont devenus un facteur important de développement de la zone. Aussi, les objectifs de Pékin sont-ils de pousser ceux-ci à l'intégration économique avec la Chine. Et l'auteur de citer le président de la Chambre de commerce sino-malaisienne Tan Kaixi, qui déclarait en 2004 : « la levée des barrières économiques entre la Chine et l'ASEAN n'est qu'un début. La prochaine étape doit être l'abolition du régime des visas, puis l'introduction du yuan comme unité de monnaie commune ». Ces questions n'ont pas été résolues.

Toutefois, en réaffirmant ses revendications sur l'ensemble des îles de la mer de Chine méridionale, l'archipel Spratly en particulier, et en considérant le Nanyang comme son espace maritime historique, Pékin suscite **suspicion** et **hostilité** des pays menacés par ses exigences (Vietnam, Philippines). De plus, elle maintient des axes de pénétration par la voie terrestre en Birmanie et au Laos en favorisant l'existence à ses frontières de zones qui échappent pratiquement au contrôle des autorités centrales. Des rebelles kachins trouvent asile sur le territoire chinois lorsque les opérations de l'armée birmane se font trop pressantes.

Au passage, l'auteur se livre à quelques révélations sur le soutien actif de l'Union soviétique au Vietnam lors de l'agression chinoise de 1979 au moyen d'importantes livraisons de matériel militaire, par la présence de sa flotte du Pacifique en mer de Chine méridionale et par la

formation de groupes de choc sur sa frontière avec la Chine. C'est ainsi qu'en mars 1979, dix régiments d'aviation et 12 régiments de 100 chars chacun furent transférés en quelques jours de la Russie européenne et de Sibérie vers l'Extrême-Orient et la Mongolie. Des détails sur cette opération sont consignés sur le site consacré à la mémoire du général d'armée Guénadi Obatourov qui coordonnait alors l'assistance soviétique au Vietnam. (cf. <http://www.generalarmy.ru/#article2> sous la signature d'Alexandre Rozine).

Dmitri Mosyakov consacre plusieurs pages de sa monographie aux efforts de la Chine pour devenir dans les années 2000 le leader du projet du Grand Mékong, ayant recours à sa tactique habituelle, qui consiste à négocier séparément avec ses partenaires et à les opposer le cas échéant les uns aux autres. Il s'agissait dans ce cas de rompre l'unité de l'ASEAN et de renforcer l'intégration des pays d'Indochine sous l'égide de Pékin. Ces tentatives n'ont pas abouti.

En conclusion, l'auteur note qu'il n'y a pas de modèle chinois pour les élites de l'Asie du Sud-Est formées à l'occidentale et pour qui le **panasiatisme** est bien **mort**. Les actions de la Chine, dont la politique a toujours été de rejeter hors de l'Asie toute présence occidentale et américaine en particulier, provoquent un résultat inverse puisqu'aujourd'hui les gouvernements des pays de l'Asie du Sud-Est souhaitent au contraire une protection américaine renouvelée.

Jean Perrin

Auteurs et membres du groupe Asie21 ayant participé au n°61 : Sophie Boisseau du Rocher, Catherine Bouchet-Orphelin, Jean-Raphaël Chaponnière, Philippe Delalande, Patrick Dombrowsky, Emmanuel Dubois, Jean-Yves Heurtebise, Jean Hourcade, Michel Jan, Alain Lamballe, Arnaud Leveau, Jorge Lusaf, Rémi Perelman, Jean Perrin, Daniel Schaeffer.

